

TRAVAILLEURS ET JEUNES DIPLÔMÉS CONFRONTÉS À LA CRISE À CANTON (CHINE)

Bernard HOURS
Monique SELIM

La crise financière globale qui émerge en octobre 2008 et engendre une pléthore de discours catastrophistes pour la plupart, mais exceptionnellement rassurants en Chine, a tout d'abord stimulé les économistes dans le champ académique. Les autres sciences sociales se sont en revanche peu fait entendre, voire n'ont pas hésité à ignorer l'évènement, quitte à publier dans cette période des contributions singulièrement dissonantes telle *Ethnologie des gens heureux*¹, ouvrage par ailleurs tout à fait novateur et d'intérêt. Pour l'anthropologue, appréhender la crise se révèle d'autant plus malaisé que la connaissance qu'il tisse est le produit de relations interpersonnelles dans lesquelles il est immergé. De surcroît, les microgroupes sociaux sur lesquels il se penche sont plus absorbés par leurs logiques propres que par des phénomènes globaux qu'ils tendent à mettre à distance.

C'est donc plus des crises subjectives ou groupales — pour reprendre une expression psychanalytique — qui s'offrent au regard de l'anthropologue que le lien qu'il souhaiterait voir élaboré par les acteurs entre leur situation singulière et les ordonnancements globaux. À l'anthropologue donc de construire des fils d'articulations significatives au

1. Salomé BERTHON, Sabine CHATELAIN, Marie-Noëlle OTTAVI et Olivier WATHELET (ed.), Paris, éditions de la Maison des sciences de l'homme, coll. « Ethnologie de la France », n° 23, 2009.

milieu de lignes de fuite et d'évitements, d'occultations et de voiles. Les difficultés sont encore plus grandes lorsque, comme en Chine, l'État — autoritaire — occupe une position toute puissante dans les esprits et qu'il délivre un discours positif, défensif, encourageant chacun à l'indispensable confiance dans la force du pays, ressort de la victoire finale. Étranger, l'anthropologue est dès lors acculé à une position délicate puisque toute narration faisant état des conséquences négatives de la crise sur la vie personnelle, familiale, les institutions, les services proches etc. est potentiellement une trahison et revêt inmanquablement le sens d'une critique de la patrie face à un étranger auquel au contraire il faudrait donner une bonne image. Loin d'être confinées à la conjoncture de la guerre froide, de telles émotions se retrouvent aujourd'hui chez de jeunes interlocuteurs, étudiants d'université qui en viennent à s'excuser face à l'anthropologue de leur franchise qui « salit la Chine ». Dernier élément défavorable à la situation d'enquête, les émeutes tibétaines et leur couverture médiatique dans les démocraties occidentales — stigmatisant la violence de l'État communiste chinois, son occupation par la force d'un pays de haute culture revendiquant l'indépendance et le respect de ses traditions millénaires — ont pesé sur l'anthropologue, invité à s'expliquer sur cette matière avant tout entretien, lors de toute rencontre. Cette insistance est intervenue, y compris avec des collaborateurs proches, avec lesquels des relations avaient été bâties depuis plusieurs années de recherche et qui avaient, notons-le, la gentillesse de bien distinguer la politique française et les opinions individuelles, faisant l'hypothèse de leur éventuelle divergence, véritable porte ouverte alors à la reprise de relations chaleureuses. L'immense soulagement de pouvoir ranger l'anthropologue dans la catégorie des « amis de la Chine », qui s'exprimait sur les visages réjouis de nos interlocuteurs après quelques heures de discussion est éloquent sur l'importance de cette conjoncture. Constitutive de l'investigation ethnologique, cette dimension micropolitique repensée par les sujets à l'échelle de leurs relations avec l'anthropologue, ne saurait être estimée un obstacle : elle est *a contrario* un analyseur des représentations et des pratiques qui instillent la crise dès lors qu'elle est référée aux groupes sociaux concrets étudiés et surtout aux modalités selon lesquelles le présent s'inscrit en rupture ou en continuité avec le passé.

Les faits peuvent vite déjouer les meilleurs plans de recherche forgés et ainsi en fut-il lorsque nous fûmes accueillis en mars 2009 avec force démonstrations d'amitié, dans le vieux quartier de Canton où nous nous étions fixés le dernier trimestre de 2008. Quartier modèle en termes de travail social et de politiques sociales, nous nous étions imaginé qu'il

constituerait un terrain exemplaire pour appréhender à la fois les effets de la crise, les stratégies de l'État et les perceptions de la population classée comme « pauvre » par les autorités locales. L'extraordinaire dénégation de la crise qui nous a assaillis, la reprise triomphaliste du discours étatique sur la capacité de la Chine, supposée peu affectée, à vaincre cette brouille de crise, bref l'offensive propagandiste dont nous avons été l'objet — sans oublier la mention de la hausse des salaires et des pensions de retraite — nous fit rapidement repenser nos projets. C'est ainsi que, progressant par réseaux nous nous sommes focalisés sur trois groupes sociaux définis à partir de critères différents : de jeunes diplômés d'université, dont certains déjà engagés dans le travail, et leurs amis, ont été rencontrés tout d'abord sur la base de notre installation depuis plusieurs années dans un campus universitaire et de nos collaborations avec deux de ses départements ; la jeune filiale d'une entreprise de services juridiques sur téléphones portables — qui venait de renouveler en partie son personnel après des licenciements déguisés dûs à une chute du chiffre d'affaires — a constitué un second terrain particulièrement instructif. Enfin la multiplication des foires de recrutement qui, précisons-le, sont des marchés du travail concrets où l'offre — les entreprises — et la demande — les chômeurs — se rencontrent sur des places, dans des universités, ou encore dans le cas retenu, dans un immeuble du centre de Canton, nous a poussés à un choix expérimental : dans la foule des demandeurs d'emploi nous avons demandé au hasard à certains d'entre eux s'ils accepteraient de nous rencontrer ultérieurement et des rendez-vous furent pris avec ces familiers de ce « marché des ressources humaines », à l'excellente réputation locale. C'est par ce lieu emblématique que nous débiterons ce parcours modeste dans la crise à Canton, dans la mesure où des personnages contrastés permettront au lecteur d'entraîner quelque-unes des logiques présentes. Dans une perspective épistémologique, nous définirons ce lieu comme une unité sociospatiale d'investigation où se croisent des acteurs de provenances diverses, l'analyse visant à conjuguer la cohérence des itinéraires individuels et celle de ce champ social spécifique qu'ils contribuent à façonner.

Avant d'aborder ces agencements microsociaux, présentons un bref tableau de la crise en Chine et écoutons le discours étatique sur la réception duquel nous nous pencherons ensuite.

De quoi la confiance est-elle le nom ?

En amont des acteurs sociaux, de leurs discours et représentations, se dresse en Chine la figure tutélaire et surplombante d'un État autoritaire,

réputé fort, dont l'image internationale est ambiguë, faite de fascination économique et de réprobation politique, ce dont la population est assez consciente désormais. La Chine dispose de plusieurs avantages connus. Une main-d'œuvre encore bon marché a permis le développement très rapide d'industries d'exportations exposées à la crise aujourd'hui. Face à cette crise le pays possède d'énormes réserves en devises, plus de 2 000 milliards de dollars, dont 800 milliards de bons du Trésor américain qui arriment la Chine au vaisseau US en difficulté et expliquent, en partie, le discours chinois conciliant et coopératif lors du G 20. En outre les Chinois épargnent quand les Américains s'endettent, avec les résultats que l'on connaît. Ils consomment seulement 35 % du PIB contre 55 % en Europe². De manière peut-être plus essentielle, la Chine détient un système financier et une économie sous tutelle étatique très plus forte, même si elle évite les freins bureaucratiques anciens, comparativement à l'absence de tutelle étatique qui prédomine aux États-Unis et, à un moindre degré, en Europe. Dans une conjoncture de crise cela change le paysage. Cette autorité étatique, souple mais puissante, détient en plus les ressources évoquées dont les États occidentaux sont dépourvus, condamnés à s'endetter et à des politiques de déficits publics extrêmes. Le pays pâtit cependant de pesanteurs particulières et rencontre des difficultés spécifiques dont les principales sont la coupure qui règne entre villes et campagnes, de même que celle qui s'observe entre l'État central et les gouvernements locaux. Les villes et les campagnes chinoises sont séparées par des « années lumières » en termes de pratiques socioéconomiques et de culture politique. C'est ce qui autorise la Chine à se présenter comme une nation en développement, le miracle économique récent ne touchant que les grandes villes dans les régions les plus dynamiques. Les inégalités de revenus et de ressources qui en résultent sont énormes et fragilisent la société. L'autonomie des pouvoirs locaux est une autre source des difficultés nées de l'étendue du pays. Si l'autorité symbolique et le capital de légitimité politique de l'État sont fort bien entretenus, les gouvernements locaux sont au cœur de toutes les malversations et abus. Leur réputation est exécrable dans la société. L'articulation essentielle entre ces deux pouvoirs, tenant leur légitimité du même État-parti, constitue un enjeu politique structurel de fond en Chine. C'est le lien fondamental de la politique puisque coordonner des directives centrales et des mises en œuvre locales ne va pas de soi. C'est dans cet exercice que se produit la légitimité politique sur le long terme.

L'épargne interne est élevée mais elle est relativement investie dans les institutions financières. Elle fait l'objet de stratégies familiales, de bas

2. *Investir*, n° 1856, 1/08/2009.

de laine. La confiance dans les banques apparaît limitée à travers les entretiens mais la Bourse semble fasciner beaucoup de petits porteurs, chômeurs inclus, davantage prêts à supporter une forte volatilité que des Occidentaux de classe sociale analogue.

Les Chinois de base ne nourrissent donc pas, ou fort peu, une épargne extérieure. C'est l'État et ses institutions financières qui transfèrent vers les USA *via* les bons du Trésor et les investissements boursiers. Les Chinois n'y participent qu'à travers leurs engagements à la Bourse de Hong-Kong par exemple, mais très rarement en direct et sur des valeurs chinoises.

Développer la consommation interne se présente comme un choix logique dès lors que l'épargne est surtout thésaurisée par les particuliers qui ne s'endettent que pour l'achat d'un appartement, d'une voiture automobile, les études des enfants, mais rarement pour les biens de consommation courante.

C'est avec ce bagage positif et négatif que la Chine a abordé la crise financière en octobre 2008, tandis que la presse occidentale n'a pas cessé depuis cette date de prévoir des catastrophes qui ne sont pas arrivées en Chine, du moins à l'échelle proclamée. C'est pourquoi l'examen de la politique chinoise face à la crise mérite l'attention, pour identifier ses lignes directives, ses contradictions, ses résultats à court terme. À la différence de la plupart des pays occidentaux, l'expérience de l'économie de marché en Chine remonte seulement à trois décennies dites de « réformes ». On sait que ce terme signifie dérégulation et recul de l'État en Occident. En Chine cela n'est pas le cas puisque l'État-parti demeure au pouvoir car l'économie de marché ne produit pas automatiquement la démocratie mais s'accommode très bien des régimes autoritaires. Le choix de l'économie de marché par la Chine fut un choix stratégique économique et social d'abord face aux blocages multiples de la société. Ce fut un de ces renversements tactiques brutaux où la Chine excelle. Les succès économiques obtenus entraînent la pérennité du choix jusqu'à aujourd'hui et son caractère apparemment irréversible. Cette économie de marché est enseignée à des millions d'étudiants mais c'est une culture d'emprunt, appliquée radicalement, avec des effets rapides qui ne présument pas d'une intériorisation profonde, bien que la notion de « civilisation capitaliste » soit utilisée sans sourciller dans les écrits chinois. Profondément évolutionniste, comme pour le socialisme antérieur, le capitalisme est présenté par les Chinois comme le modèle économique le plus performant, un bagage récemment acquis en Chine, au terme d'une évolution positive mais qui n'est pas considérée comme la fin de l'histoire comme dans l'intégrisme néolibéral. Pour avoir

expérimenté à grands frais de nombreux modèles, les Chinois semblent toujours s'engager à fond, mais sont toujours prêts à réviser les choix sans issues positives.

Cette lecture appliquée à l'émergence de la crise en octobre 2008 et aux perceptions relevées alors à Canton et dans la presse, amène à souligner que le discours dominant durant quelques semaines fut de prendre acte d'une crise financière, produite par les excès d'une société étrangère, les USA, dont la Chine allait subir une partie des conséquences économiques à travers ses exportations. La notion de « mal étranger » fut brièvement mais clairement mise en avant suivie par l'affirmation tranquille par l'État chinois qu'il disposait des capacités techniques, financières et économiques pour protéger la société contre des séquelles trop dures de « l'abcès financier ». Une pathologie née d'une dérive étrangère du capitalisme ne mettait pas en danger grave la Chine et l'État avait les moyens non seulement de réagir, mais d'agir sur le long terme, en avalant cette crise comme un accident de parcours ou un virus étranger. L'extrême nationalisme chinois s'est mobilisé dès la première minute, ne laissant aucune place à la panique, ou au catastrophisme violent observé en Occident. C'est ainsi que l'État, tout comme les gouvernements locaux, ont, les uns et les autres, pris des mesures rapides et importantes pour endiguer les effets de cette crise, à court comme à long terme.

Les mesures prises et les étapes du discours étatique sur la crise

Les mesures prises par le gouvernement chinois sont bien connues et commentées. Leur annonce fut remarquablement rapide. À l'inverse de la plupart des États occidentaux qui ont utilisé des instruments financiers presque exclusivement, le gouvernement chinois a présenté un plan à la fois financier, économique et social. Il semble que le gouvernement chinois ait appréhendé immédiatement des risques sociaux associés à la crise et requérant donc une approche réfléchie plutôt qu'une « médecine d'urgence financière ». Les 400 milliards de yuans mobilisés par la Chine signalent l'échelle de l'engagement financier. Ils représentent 15 % du PIB du pays. Les secteurs visés, outre l'immobilier et l'automobile, ces baromètres de la consommation, sont les infrastructures publiques (routes, chemins de fer, gestion des eaux) et les technologies de pointe en vue de sortir la Chine de sa spécialité planétaire passée de production de biens à faible valeur technologique pour l'exportation. Ces choix manifestent une prise de conscience claire de la fin du modèle chinois de croissance à deux chiffres par les seules exportations de marchandises à bas prix. Il s'agit d'un objectif à long terme.

Au plan social, où les tensions préexistaient à la crise, celle-ci est l'occasion de dynamiser le développement de la santé et de l'éducation, secteurs qui coagulent un fort mécontentement social après deux décennies de laisser-faire. L'emploi des migrants et des étudiants, déjà problématique, fait l'objet d'une insistance réitérée. Les objectifs macroéconomiques et sociaux ne sont pas neufs mais la crise paraît l'occasion d'une action à la vitesse supérieure, susceptible de peser plus fort sur les choix des gouvernements locaux et de leur être imposée. Il convient de souligner que, si le plan de relance chinois est énorme en masse (13 à 15 % du PIB selon les sources), sa mise en œuvre incombe largement aux gouvernements locaux puisque seul le quart de l'engagement provient du gouvernement central, le reste étant à la charge des provinces (1 180 milliards de \$ sur 570 milliards de \$). Il faut noter que 20 % de ce plan sont supposés consacrés à des dépenses sociales, ce qui est à la fois beaucoup et peu, vu la situation chinoise. Les priorités sont ainsi clairement affirmées dans l'ordre suivant : finances publiques, économie et restructuration, dépenses sociales. La crise financière est d'ores et déjà passée en Chine, sauf nouvelle surchauffe. La crise économique est en cours mais elle est en voie d'être maîtrisée. Il n'en va pas de même pour la politique sociale. Les investissements dans l'éducation et la santé ont des effets différés tandis que le chômage des ouvriers migrants ou des étudiants diplômés appelle des solutions rapides. Envisagé chronologiquement le discours officiel chinois fait apparaître des points d'appui majeurs ainsi que des étapes relativement claires.

Confiance et coopération

Dès octobre 2008, le gouvernement chinois réagit avec vigueur. Par le plan d'investissement massif annoncé, mais aussi par un discours appelant au calme et affirmant une confiance fondée sur la santé financière de la Chine. Toutefois, le gouvernement prévoit des difficultés économiques à court terme et c'est pourquoi il souligne en même temps la nécessité d'un traitement global de la crise financière qui suppose une coopération internationale renouvelée.

Prenant acte de l'interdépendance entre les nations, le gouvernement chinois préconise des solutions globales. Cette prise de parole inscrit la Chine comme grande puissance politique, au-delà de son poids économique. Cette ascension statutaire sera particulièrement explicite lors du G 20. On peut dire ainsi que la Chine encaisse un bénéfice politique avéré sur la scène internationale, grâce à la crise financière où elle tient un discours responsable, calme, réparateur. À l'intérieur, on insiste sur les dérives américaines qui ont enflammé la crise mais lors du G 20, Hu Jin

Tao souligne à cette occasion « qu'une croissance stable et relativement rapide en Chine est une contribution importante à la stabilité financière internationale et à la croissance économique mondiale ». Il ajoute que l'aide aux pays en développement ne doit pas être diminuée, marquant ainsi un sens des responsabilités de la Chine à un moment où le catastrophisme médiatique prévaut encore en Occident et où l'aide au développement diminue. Dans les agences de presse chinoises c'est le discours sur la confiance qui prédomine. Le 26 décembre 2008, Yi Gang, vice-gouverneur de la Banque centrale, affirme que l'économie de la Chine reste en bonne forme. L'épargne a dépassé 2 000 milliards de yuans, le crédit pour l'achat des automobiles ou des appartements résiste. Il considère que les finances chinoises se situent « dans une fourchette saine », les emprunts nationaux représentant 22 % du PIB, contre 71 % aux USA, 67 % en Europe des 15, 163 % au Japon, souligne-t-il³.

Durant le dernier trimestre 2008, les avis recueillis et cités dans les provinces sont remarquablement similaires et complémentaires de ceux de l'État central. La province de Canton est particulièrement exposée aux conséquences de la crise. Elle a été le lieu du boom économique chinois autour du delta de la Rivière des perles, des villes de Shenzhen, Dongguan, Foshan, symboles de « l'atelier du monde » ; elle a connu un âge d'or qui nourrissait une croissance à deux chiffres, désormais en question. La région est la huitième économie régionale de Chine. Spécialisée dans les articles de masse destinés à l'exportation, elle est spécialement fragilisée dans des secteurs tels que les jouets et les chaussures. Ces industries emploient un nombre élevé de travailleurs migrants fortement touchés par le chômage. Le nombre des chômeurs parmi les travailleurs migrants se monterait en Chine à 15 %, soit 20 millions de personnes⁴. Le gouverneur du Guangdong, Huang Hua Hua, annonçait le 6/01/2009 (*Guangzhou Daily*) : « Nous devons nous serrer la ceinture et être économes durant toute l'année. » À la fin 2008 la situation était préoccupante puisque, selon le site du consulat de France à Canton, 30 % des usines de Shenzhen étaient vides (6 décembre 2008) et que les échanges commerciaux avaient baissé de 13 % en valeur selon les branches (13/12/2008). Le nombre d'entreprises fermées sur un an se montait à 8 513, des PME pour la plupart. La crise financière a en effet été précédée par un ralentissement des commandes étrangères en 2008 et à ce titre le Guangdong fut frappé le premier par le ralentissement économique. Cela explique que, au premier trimestre 2009, le point le plus bas semble avoir été atteint malgré les 370 entreprises en faillite qui

3. *Xinhua*, le 29/12/2008.

4. *Xinhua*, 29/09/2009.

doivent leurs salaires aux ouvriers, ou les 271 entreprises étrangères fermées au premier trimestre 2009, sans parler de la baisse de 49 % des investissements étrangers au premier trimestre (source : consulat de France à Canton).

Face à de nombreuses manifestations le gouvernement local a pris des initiatives importantes. Trois cents millions de yuans ont été investis dans des travaux d'intérêt public. Deux cents millions de yuans ont été destinés à aider les industries d'exportation en difficulté et les PME en général. Les ouvriers des entreprises dans la province ont reçu une partie des salaires dus afin d'éviter toute capitalisation du mécontentement social. Au 15 février (source : consulat de France à Canton) les salaires avaient baissé de 10 % tandis que les exportations de la province avaient chuté de 25 %. La foire de Canton, ce bazar du monde, a connu une baisse de participation de 5,2 % en mai 2009. Tandis que les prix de l'immobilier local ont augmenté de 20 % en 2009, avec une augmentation de 9 % de la consommation au premier trimestre 2009, suivie de 15 % en avril et 17 % en mai selon les sources cantonaises citées par le consulat de France dans son bulletin hebdomadaire. En juin à Canton, le chômage général se montait à 3,5 % (Chine : 4,5 % officiels) soit 260 000 personnes dont seulement 30 000 reçoivent une aide publique. Les emplois offerts ont diminué de 15,5 % (consulat de France, 07/2009) tandis que le chiffre officiel de la croissance au premier trimestre 2009 serait de 7,1 % selon le gouvernement local (10,1 % pour l'année 2008). Ces données signalent une crise économique évidente mais manifestent aussi des dynamiques de sortie de crise ou de rebond à partir du second trimestre.

Dans les villes industrielles du Guangdong les difficultés concrètes rencontrées ont fait l'objet de discours positifs pour maintenir la confiance, tant de la part des pouvoirs publics que des chefs d'entreprises. Ainsi, dès novembre 2008 des patrons de Shenzhen, cités par l'agence *Xinhua*, soulignent que 58 % du PIB industriel proviennent de produits de haute technologie et que dès lors l'exposition de cette région est limitée.

À Foshan ⁵, la diminution du temps de travail (40 heures) et la fin des heures supplémentaires sont présentées comme un progrès : « Depuis qu'ils ne travaillent plus que 40 heures par semaine, les milliers de travailleurs de la Guangdong Real Faith Enterprises Group mènent une vie plus décontractée. » Les commandes ont en effet diminué de 30 % à cette date. La ville de Dongguan est emblématique du boom industriel chinois. Elle a été très secouée par la chute des exportations. Elle est souvent citée par les médias occidentaux pour illustrer la gravité de la crise en Chine, tandis que localement les discours s'efforcent de

5. *Xinhuanet*, 18/11/2008.

transformer les difficultés en opportunités et en défi maîtrisé. On observe la forte convergence entre les propos de l'État, du gouvernement local, des entrepreneurs. Les PME ont reçu à Dongguan 5 millions de yuans en octobre 2008 et 24 millions de yuans ont été consacrés à indemniser 7 000 ouvriers victimes de patrons en fuite⁶. Un responsable municipal de la ville, Liu Zhi Geng, considère que « la crise financière a nettoyé une bonne partie des PME qui s'étaient livrées à une compétition déloyale, sacrifiant l'environnement et la main-d'œuvre⁷ ».

Xu Tian Lan, de l'entreprise textile Turbo Knightwear Fashion, affirme : « Nous considérons la crise comme une opportunité », ce qui n'empêche pas le patron japonais Masahiko Fujimura de Nissei de souligner une baisse des commandes de 50 % en octobre et novembre⁸. Sunny Chan, directeur d'une entreprise d'optique, affirme de son côté : « Je suis très confiant, je pense pouvoir survivre à la crise financière et même devenir plus fort puisque nous n'avons pas de dettes et que ma compagnie est la plus grande du secteur. Si les plus petites sont fermées, nous allons acquérir davantage de marché et plus d'ouvriers qualifiés⁹. » On peut ajouter à un coût moindre puisque les salaires baissent depuis le début de la crise. Un patron dans le secteur très affecté du jouet, Lung Cheong, se propose de créer, d'innover et de vendre plus en Chine en doublant ses ventes de 10 à 20 % de sa production en 2009.

Cette convergence des discours se superpose à des résultats économiques très préoccupants qui ne sont pas niés mais, en quelque sorte, sublimés et transformés en défi. Des propos analogues sont cités dans la presse pour d'autres régions. En novembre 2008, soit au plus fort de la tempête financière, le PDG de la société Quanh à Suizhou (Hubei) martèle : « J'ai confiance en moi et dans mon entreprise car mes produits ne sont pas uniquement destinés à l'exportation. » La PDG Linda Zhou de Néoglory Holding Group (bijoux fantaisies à Yiwu, Zhejiang) affirme le 25 novembre 2008 : « La crise financière mondiale n'affecte pas mon entreprise et le chiffre d'affaire pourrait augmenter de 15 à 18 % cette année. » Elle transfère une part de ses objectifs commerciaux vers les pays émergents. Elle affirme : Nous avons une équipe de recherche et développement de 300 personnes, soit 10 % de nos employés¹⁰.

Dans la même région et à la même période le patron d'une usine de chaussures, domaine très précarisé, affirme : « Maintenant la situation

6. *Xinhua*, 14/11/2008.

7. *Xinhua*, 14/11/2008.

8. *Xinhuanet*, 20/12/2008.

9. *Xinhua*, 14/11/2008.

10. *Xinhuanet* 14/12/2008.

s'est améliorée grâce à la stabilisation du taux de change et à l'augmentation du taux de remboursement des taxes à l'exportation. » Il faut noter aussi, dans la même province, la mise en place de 100 sociétés privées de microcrédit pour les PME en difficulté. Les difficultés rencontrées sont systématiquement présentées comme des sources de progrès futurs selon une formulation qui n'est pas sans rappeler les rhétoriques révolutionnaires antérieures... À Wuwei (Anhui), un producteur de plumes de canards pour duvets admet : « C'est la crise la plus difficile que j'ai jamais subie. » Dans la même ville, un fabricant de volants de badminton, Monsieur Jin, énonce néanmoins : « Nous sommes convaincus que les entreprises qui survivront à la crise, seront plus puissantes, avec des parts de marché consolidées. »

Tous ces propos, mis en exergue par les médias chinois, ne peuvent être considérés comme finement représentatifs. Néanmoins, lorsqu'ils sont repris, en partie, par des personnes qui sont au centre des entretiens réalisés par nous-mêmes, on mesure le poids d'une certaine efficacité symbolique et politique et son impact sur les acteurs sociaux. Au-delà d'une propagande manifeste, fonctionne une société. Au-delà de demi-mensonges s'expriment des demi-vérités. Au-delà des discours gouvernementaux relativement prudents mais dynamiques, de celui des chefs d'entreprises mis en exergue par les médias et franchement optimistes, la question du chômage croissant et de l'emploi des jeunes diplômés demeure capitale pour l'avenir social du pays. Ces problèmes ne sont pas nouveaux. Ils préoccupent les autorités depuis quelques années. Mais la crise en démultiplie l'étendue et la portée. Le taux de chômage du pays est officiellement de 4,5 %, mais il est probablement beaucoup plus élevé. Le chômage constitue un obstacle à la relance de la consommation engagée. Les subventions destinées à favoriser l'achat d'appareils électroménagers, de motocyclettes, d'ordinateurs, par les paysans sont marginales. Relancer la consommation suppose des consommateurs solvables plutôt que des rabais mineurs dont ne peuvent profiter que les plus aisés. Si les travailleurs migrants qui ont fait le succès économique de la Chine sont au chômage pour 15 % d'entre eux, soit 20 millions de personnes, chiffres probablement minimaux, le problème est d'envergure et le gouvernement a pris de nombreuses mesures dont les effets se dévoileront à moyen terme. À Shanghai ont été ouverts des bureaux de placement offrant des stages pour les étudiants et les migrants. 500 000 emplois sont prévus en 2009, dont 100 000 pour les migrants. En février 2009, le gouvernement central a annoncé la mise en place de 5 000 bases de stages pour les jeunes diplômés. De son côté, Mac Donald annonce 10 000 emplois dans 175 nouveaux restaurants (1 050 restaurants

installés en 20 ans). Selon le *Guangzhou Daily* du 12/05/2009, au premier trimestre, seuls 20 % des 35 000 diplômés de l'année ont été embauchés, au lieu des 70 % antérieurs, cela malgré la baisse des taxes à l'embauche pour les entreprises.

Les jeunes diplômés, comme les travailleurs migrants, se voient proposer des salaires bas par rapport à 2007. L'agence Xinhua (3/06/2009) cite un employé interrogé le 3 mars 2009 dans une foire à l'emploi à Dongguan, Zhang Xiong Shen qui déclare : « J'ai baissé mes prétentions de 1 500 à 1 200 yuans, puis de 1 200 à 1 000, mais je sais que 800 yuans est le minimum pour vivre dans cette ville. Je gagnais 3 000 yuans avant la crise. Cette année, ce sera très difficile de gagner de l'argent... Un homme doit se lever le matin avec un peu d'espoir. On peut supporter trois ou quatre échecs mais si la frustration dure trop longtemps, on n'a plus de courage. »

Face à la situation évoquée, le gouvernement a réagi avec vigueur et rapidité. Sans nier la réalité des risques économiques, il a néanmoins affirmé la confiance et la force du pays comme la solution essentielle. Dès le second trimestre 2009, Wen Jia Bao a souligné que « La situation est meilleure que prévue ¹¹ ». Le PIB chinois aurait augmenté de 6,1 % au premier trimestre 2009 et de 7,9 % au second, selon le bureau national des statistiques.

Ces bonnes nouvelles, qui sont des tendances positives plus que des résultats acquis, ne tournent pas au triomphalisme car la crise se maîtrise dans la durée. Ainsi Zhang Ping, directeur de la Commission d'État du développement et de la réforme, avertit que « L'économie réelle de la Chine est gravement frappée par la crise financière, contrairement au secteur financier ¹² ». Sur un an, en mars 2009, les bénéfices des entreprises d'État ont baissé de 59,2 %. Mais les capitaux continuent de rentrer en Chine, à moindre échelle, mais sans sorties massives et entre octobre 2008 et juillet 2009, la lecture de la presse occidentale signale une évolution et toutes les ambiguïtés du regard sur la crise en Chine. On y observe des sentiments mêlés, une certaine satisfaction que ce « capitalisme d'État » pâtisse enfin du capitalisme lui-même. Très vite apparaît et s'impose désormais un regard un peu admiratif sur la rapidité du « rebond en avant » qui semble se dessiner à la mi-2009, avec les inquiétudes d'usage sur les créances douteuses, la surchauffe économique, les bulles en formation. Ces inquiétudes sont fondées mais elles peuvent faire sourire lorsqu'elles émanent d'économistes qui n'ont rien vu venir aux USA.

11. Xinhua 7/04/2009.

12. Xinhuanet 3/06/2009.

Face à de telles évolutions, ambiguës, fragiles, vues par des officiels chinois, des chefs d'entreprises, des journalistes chinois et étrangers quelles sont les perceptions des acteurs chinois d'aujourd'hui, interrogés en 2008 et 2009 sur leur lecture de la crise et de ses effets concrets sur leurs vies personnelles et professionnelles ? Commençons par ceux rencontrés dans une foire de recrutement.

Une foire de recrutement

Présentons tout d'abord rapidement le « marché des ressources humaines » qui occupe plusieurs étages d'un immeuble et dont l'entrée est payante — d'un coût modeste : 5 à 10 yuans ¹³ — mais inversement proportionnel au degré du diplôme du demandeur d'emploi : les moins diplômés payent le taux maximal alors que les plus diplômés sont exemptés de frais d'entrée. Cette règle peut se comprendre hypothétiquement dans l'intérêt des entreprises présentes qui louent un stand et doivent rémunérer les employés qui reçoivent les candidatures et donnent des explications aux demandeurs d'emploi. Notons que nous sommes bien accueillis à l'entrée de l'immeuble et dispensés des frais de tickets d'entrée, sans doute dans l'idée que nous relevons d'une entreprise étrangère ! Aux différents étages, la foule est dense et les flux ne s'arrêtent pas même à l'heure du déjeuner : en effet, à deux postes différents, on peut acheter une de ces petites boîtes de plastique que l'on trouve partout contenant riz, légumes et viande, soit un repas complet, chaud de surcroît. Ainsi le chômeur, rassasié, peut-il poursuivre sa quête de travail et aller de stands en stands évaluer concrètement l'état du marché du travail. Face à l'immeuble, dans la grande avenue, tout est par ailleurs prévu pour le migrant : des petits papiers avec un numéro de téléphone sont accrochés aux arbres et, renseignements pris, il est possible d'obtenir, moyennant 200 à 300 yuans, tous les (faux) documents nécessaires à l'emploi dans la ville et en particulier le fameux *hukou* (titre de résidence) quoique la réglementation en vigueur tende de plus en plus à s'assouplir. Ainsi en juin 2009, l'assurance sociale devrait permettre aux migrants enregistrés d'obtenir les mêmes droits que les résidents de Canton. L'inscription des enfants à l'école reste néanmoins peu « égalitaire » au détriment des migrants qui ont donc tout intérêt à acheter les documents proposés pour légaliser leur présence. Aucun document d'identité n'étant requis pour obtenir un numéro de téléphone portable, ce commerce illégal peut s'épanouir dans une relative sécurité.

13. 10 yuans équivalent en 2009 à près de 1,3 €.

Appelons Chen le jeune homme qui fréquente régulièrement plusieurs fois par semaine depuis quelques mois ce marché du travail et qui vient s'entretenir avec nous, après avoir annulé précisément un rendez-vous avec une entreprise, considérant notre rencontre plus importante. Très réfléchi et concentré, avec la ferme volonté de nous exposer ses projets, comme si notre écoute allait leur donner chair, Chen ne livrera qu'à la fin de notre discussion des éléments essentiels à la compréhension de son parcours. Originaire d'une petite bourgade du Hunan — autrefois à 40 minutes à pied de la ville, maintenant reliée par bus — Chen a échoué au concours d'entrée à l'université mais il était un si bon élève, très actif, déjà membre du Parti, que sa famille, sûre de son succès, avait déjà préparé le repas collectif pour fêter l'évènement avec voisins et collègues et le secret fut gardé sur les quelques points qui lui manquaient. Le père, membre du Parti, avait été un petit fonctionnaire mais une grave maladie lui avait fait perdre son emploi et la mère, ouvrière d'une usine d'État, vendit son emploi et le logement que la *danwei* (unité de travail) lui avait alloué, pour payer les 20 000 yuans demandés par l'hôpital pour sauver le père. Le père migra à Guangzhou et trouva un emploi dans une entreprise textile moyenne (300 ouvriers) de la grande banlieue où il devint contremaître et fit embaucher son fils comme ouvrier, bien déçu après tous les espoirs qu'il avait placés en lui. La mère prit une petite échoppe dans sa bourgade et se lança dans le commerce, pourvoyant aux frais d'études au lycée du petit frère de Chen. Ouvrons ici une parenthèse sur les infractions à la règle de l'enfant unique qui selon nos enquêtes sont dans le Guangdong légion, l'exception étant plutôt un seul enfant par famille. Qu'il s'agisse de la préférence systématique pour un enfant mâle, héritier de la lignée patrilinéaire —, qui conduit à multiplier les naissances avant son arrivée — ou plus simplement, comme dans le cas de Chen, du désir d'avoir plusieurs enfants ou encore d'un accident contraceptif, les familles ont intégré le fait de devoir payer une amende à chaque naissance supplémentaire. Tous les stratagèmes sont utilisés par ailleurs : fausse stérilisation de la femme avec un vrai certificat du médecin, rémunéré bien sûr, dissimulation de l'enfant jusqu'à son entrée à l'école, etc. et les familles nombreuses sont donc fréquentes !

Revenons à Chen qui travailla 4 ans dans l'usine textile, devenant technicien aux côtés de son père, 10 heures par jour, 7 jours sur 7, prenant ses repas sur place et logeant dans le dortoir de l'entreprise, selon le modèle en usage dans la province. Durant 4 ans ses seuls jours de repos furent liés à l'absence de commande extérieure de l'entreprise et ce rythme de travail intense mais banal était compensé par un salaire élevé de 4 500 à 6 000 yuans, selon la production mensuelle, permettant de faire

des économies puisque logement et nourriture étaient pris en charge par l'entreprise. Un beau jour Chen ne supporta plus cet univers borné dans un de ces non-lieux brumeux que sont les zones industrielles qui entourent la capitale régionale. Il quitta l'usine pour se lancer dans l'aventure de la vente directe par pyramide dont une jeune fille, qui l'avait abordé dans une librairie, lui avait vanté les possibilités d'enrichissement rapide citant en exemple sa famille devenue « millionnaire ». Immédiatement convaincu, Chen passa de Amway, entreprise américaine enregistrée qui donne à tous le statut de « dirigeant » à une autre, chinoise, de vente sur Internet, cette fois-ci illicite où chacun est « consommateur ». Persuadé qu'un petit consommateur peut parvenir à être « un grand capitaliste » s'il fait faire de la publicité et investit, Chen entretient cette croyance avec les deux jeunes gens avec lesquels il loue (850 yuans à 3) un petit logement et qui se sont lancés dans la même aventure de web marketing par pyramide. L'un avait commencé ses études universitaires de médecine arrêtées au bout de deux ans, l'autre est diplômé d'une université de seconde classe. Tous les trois — qui ne veulent plus travailler pour des « patrons » (*lao ban*) — pensent qu'ils seront bientôt très « riches » et que les diplômés sont inutiles. Ils arrivent péniblement actuellement, à gagner 600 yuans par mois tout en rêvant que dans un ou deux ans ils en recevront 80 000 ! En attendant, Chen — qui n'a rien dit à son père de sa vie actuelle — dépense ses économies et cherche un nouvel emploi identique au précédent à l'usine mais la crise est survenue et les offres à 4 000 yuans pour son profil ont disparu, les entreprises fermant en nombre, souvent en laissant les ouvriers sans leur salaire des derniers mois. Les manifestations se sont multipliées devant les entreprises mais aussi au siège des autorités locales. Tout en énonçant ses cinq objectifs — argent, appartement, voiture, femme, enfant — Chen s'interroge sur la crise dont il n'a pas mesuré l'ampleur lorsqu'en décembre 2008, il a quitté son usine textile. Il pense que les USA ont créé la crise et la manipulent pour en soutirer les bénéfiques mais il ne comprend pas que l'Europe aux « technologies développées » en souffre. Il lit beaucoup, appréciant les journaux de l'armée et s'efforce de s'instruire sur le capitalisme. Il constate que l'État chinois a « beaucoup d'argent mais pas pour le peuple » et se demande pourquoi il encourage les étudiants à créer leur propre entreprise. Réfléchissant, disant chercher une orientation à sa vie, Chen s'est aussi engagé dans une formation technique où il va un jour par semaine et qui lui coûte 2 800 yuans par an. Il espère que ce diplôme lui servira dans une recherche d'emploi qui s'annonce longue. Ses économies seront bientôt épuisées et Chen est bien mal armé face à une crise globale qu'il tente de déchiffrer tout en

poursuivant sa quête des symboles de la réussite en Chine par une voie qui est une impasse réelle mais qui séduit une foule de gens aux niveaux d'éducation bien supérieurs à ceux de Chen : la vente directe par pyramide contient en effet toutes les promesses d'un marché qui s'est développé à une vitesse fulgurante et a inscrit les signes obligatoires du bonheur. La crise financière globale — dont de nombreux acteurs, bercés et bernés par des discours gouvernementaux, croient la Chine à l'abri, ne parvenant pas en disséquer les effets sur leur vie et celle de leurs proches — a attisé les désirs que prétend combler la vente directe par pyramide qui n'en est qu'encore plus séduisante. Citons ainsi le cas d'un jeune homme, marié, diplômé d'université disposant d'un emploi stable de cadre, appartenant à cette couche moyenne chinoise qui a éclos et grandi avec les réformes et qui, avec son épouse, s'est jeté à corps perdu dans l'aventure, le couple abandonnant son travail. Deux ans après, les dettes qu'il a contractées obligent ses parents (à la retraite) à vendre leur appartement tandis que leur fils, délaissé par sa conjointe, solitaire et chômeur, se retrouve dans la dépendance familiale. Un coup d'œil sur le site Internet de la pyramide — qui vendait, entre autres, lampes et vins supposés français — montrait à l'évidence l'escroquerie, avec, en particulier, les faux documents scannés qui paraient l'entreprise et ses produits d'une tradition d'un siècle ! La crédulité des sujets révèle un véritable symptôme : celui de l'incorporation profonde des valeurs marchandes telles qu'elles se donnent à voir dans leur singularité dans la conjoncture chinoise actuelle. Ainsi, leur fait-elle juger que sans les possessions minima requises ils ne sont tout simplement rien. La croyance est très enracinée chez les jeunes, face à un marché matrimonial où sans argent, ni appartement, ni voiture, ils estiment les femmes inaccessibles, alors même que leurs parents ne cessent de les pousser au mariage pour leur donner des héritiers. La crise exacerbe les logiques sociales, les aiguise, tout en les dramatisant, resserrant leur étau sur les individus écrasés par les contraintes réelles et symboliques, perdant leurs repères, tentant l'impossible pour exister à leurs yeux et à ceux de leurs proches.

Allons plus loin dans le décryptage de ces logiques tendues par la crise avec Meng, un autre charmant jeune homme de 23 ans qui fréquente assidûment le « marché des ressources humaines » depuis un mois. Diplômé en 2007 d'un collège technique en informatique, il a d'abord enseigné quelques mois, mais l'ennui l'a gagné et il s'est tourné vers une entreprise qui réalisait des programmes informatiques pour les clubs et les boîtes de nuit. La dureté, la violence de ce milieu lui ont fait peur et il a quitté de lui-même ce travail. Il a alors facilement retrouvé un nouvel emploi dans une autre entreprise informatique sino-coréenne de

100 employés où il espérait rester longtemps. Mais dès septembre 2008, son salaire est arrivé par fragments différés puis à partir d'octobre il n'a plus été payé. Désireux « d'aider l'entreprise » comme ses collègues, ajoute-t-il, il a continué à travailler sans aucune revendication, attendant le bon vouloir du directeur qui, trois mois après, soit en janvier 2009, est parti en Corée et n'est plus revenu. Ce n'est que lorsque l'entreprise a été décrétée sous scellés que Meng a compris la faillite et s'est orienté vers le bureau de l'emploi de son quartier où on lui a conseillé d'aller au tribunal en mai 2009. Sans vraiment espérer une très hypothétique compensation financière, Meng s'est dirigé vers le « marché des ressources humaines » qu'il arpente régulièrement, se rendant compte avec angoisse que des diplômes universitaires sont désormais requis et qu'avec la crise ses chances de retrouver un travail s'amenuisent de jour en jour. Il loue 170 yuans par mois un petit logement, prend son vélo pour ses déplacements et emprunte de l'argent à des jeunes filles, car dit-il, elles sont plus « gentilles ». En février 2009, il avait accumulé 8 000 yuans de dettes et est reparti dans sa bourgade natale du Guangdong travailler pour sa mère dans son salon de coiffure où elle venait de licencier ses onze employés, faute de clients. Sa mère lui a donné 4 600 yuans en échange et il lui reste près de 4 000 yuans à rembourser à ses généreuses amies. Obsédé par la recherche d'emploi, Meng ne pense guère au mariage et s'inquiète de plus en plus pour son avenir dans un contexte de crise imprévu, qui l'affecte mais en regard duquel il lui manque des clefs d'intelligibilité.

Meng et Chen sont relativement représentatifs de cette couche de jeunes hommes peu diplômés que la crise surprend, frappe de plein fouet et dont elle affaiblit les chances d'ascension sociale et même de reproduction, les acculant à la survie. Dans le fameux « marché des ressources humaines », si cette catégorie de demandeurs d'emploi est la plus nombreuse, on y côtoie aussi des personnages fort divers qui se retrouvent côte à côte face aux différents stands des entreprises qui les renvoient inexorablement à l'inadéquation de leur profil dans la conjoncture actuelle

Ainsi, en va-t-il de Fang, jeune fille qui marche difficilement mais n'a jamais voulu se considérer comme handicapée. Sa « maladie » n'aurait été reconnue que lorsqu'elle avait 3 ans. Pendant son enfance et son adolescence, elle a été traitée par l'acuponcture puis a subi une opération à 18 ans qui a coûté 20 000 yuans à sa famille. Diplômée en 2007 de l'université de médecine chinoise de Guangzhou, elle a tout d'abord été assistante des ventes dans une filiale de distribution pharmaceutique où elle gagnait 1 500 à 1 800 yuans par mois, sans compter les primes de fin d'année. La charge de travail était néanmoins très lourde et Fang a quitté

cette entreprise pour une autre, spécialisée dans l'informatique, comprenant une cinquantaine d'employés où son salaire de base était de 1 800 yuans avec des horaires plus réguliers et plus légers. Comme d'innombrables petites entreprises, abattues les premières par la crise, celle-ci a licencié une partie de son personnel et, dans le département administratif où travaillait Fang, un tirage au sort, pratique fréquente, l'a malencontreusement désignée. Ainsi qu'il était notifié dans son contrat de travail, Fang a reçu l'équivalent d'un mois supplémentaire de salaire pour licenciement économique. Son logement partagé avec une amie lui coûte 150 yuans et ses maigres économies ne vont guère lui laisser la possibilité de rester longtemps à Canton. Originaire d'une ville proche de la capitale régionale, Fang envisage d'accepter la proposition du frère de sa mère de l'embaucher comme assistante de vente dans son entreprise de porcelaine avec un salaire de 1 500 yuans, sept jours sur sept, sauf deux jours de congé par mois. Ce retour au point de départ ne l'enthousiasme guère d'autant plus qu'elle entretient une relation amoureuse à Guangzhou¹⁴ mais la crise lui fait brutalement se regarder autrement, à l'aune du jugement des entreprises et de la concurrence qui s'accélère. La « maladie » que Fang a toujours déniée, occupant des emplois « normaux » — et ce d'autant plus que les quotas réservés aux handicapés sont exceptionnellement respectés — et élaborant des projets à l'instar de toutes les jeunes filles de son âge, réapparaît maintenant comme un obstacle, une tache noire qui la refoule vers l'univers des dépendances familiales, elle qui tenait tant à l'autonomie de sa trajectoire. Le choc de ne pas se voir offrir le second entretien traditionnel par les entreprises après la sélection sur CV et la première rencontre, l'humiliation qu'elle en ressent la font désormais revenir sur sa « maladie » et vouloir à tout prix « guérir ». Elle attend d'avoir un peu d'argent pour pouvoir consulter un médecin, faire un scanner, voire un IRM. Le moment n'est guère propice et selon toute probabilité Fang devra accepter d'être corvéable à merci, avec le sourire, dans l'entreprise de son oncle, éloignée de surcroît du jeune homme qu'elle aime, renonçant à toutes ses aspirations d'indépendance.

La crise dénude les déficiences, creuse les défaillances personnelles, fragilise de façon irréfragable ceux qui, en d'autres circonstances, se seraient accommodés de leurs colmatages habituels, confortés par les institutions. Elle provoque des retours sur soi, endoscopies cruelles qui meurtrissent encore plus le sujet et achèvent sa dévalorisation à ses yeux, générant ainsi impuissance, désespoir, aboulie.

14. Guangzhou est le nom chinois de la ville de Canton.

Changeons de génération et tournons-nous vers Hao, un homme de 54 ans — originaire de l'immédiate banlieue de Canton — parmi les plus âgés, peu nombreux, de ceux qui s'attardent devant les stands des entreprises du « marché des ressources humaines ». Ce n'est qu'à la fin de notre discussion que s'éclairciront les raisons qui l'ont conduit à nous rendre visite à l'université. Digne, retenu, précis, ce petit homme à la calvitie bien avancée espérait que nous pourrions lui ouvrir des relations commerciales avec le monde étranger. Il nous explique alors qu'il sait construire toutes sortes de machines que nous pourrions exporter. Un malentendu aux allures tragiques se déploie tandis que Hao entend bien nos explications mais continue à imaginer qu'au moins nous pouvons lui donner des conseils, pour entrevoir un rayon de lumière dans le borborygme dans lequel il se perçoit s'enfoncer. Reprenons le fil de la vie de Hao, telle qu'il l'expose avec pudeur mais sans ménager ses jugements sur le cours de l'histoire. Du temps de « l'économie planifiée », selon ses termes, il travaillait dans une « entreprise collective » et se rappelle qu'à cette époque, gagner un yuan par jour était déjà satisfaisant. Devenu un « petit ouvrier », ce fils de paysan s'estimait déjà être parvenu « au-dessus » des autres, avec un salaire stable. « Ma vie était bonne et tout était bien » raconte-t-il. Il se souvient que dans les années quatre-vingt — le début des réformes — autour de lui beaucoup voulaient devenir « petits patrons », ouvrir un commerce mais de son point de vue « les honnêtes gens », parmi lesquels il se range, sont restés à l'usine. En 1990-2000, les faillites et les regroupements d'entreprise se sont multipliés, en raison de la corruption, pense-t-il car « les patrons mangent beaucoup d'argent ». Ce fut le cas de son entreprise dont le directeur prit la fuite. Hao constate que « la police ne fait aucun effort pour arrêter tous ces malfaiteurs, criminels et corrompus » qui, au bout de dix ans ne peuvent plus être poursuivis. Après la faillite de son entreprise en 2003, Hao reçut durant deux ans des indemnités (300 yuans) et une compensation de 20 000 yuans de l'entreprise, malheureusement de son point de vue insuffisante pour se lancer dans les affaires. Ancien travailleur modèle, qui fut envoyé en formation technique à l'université par le directeur de son usine, ex-chef d'atelier, Hao était fier de son « expérience », véritable capital pour lui, mais à partir de 2003 il n'a jamais réussi à garder un emploi — non qualifié — plus de quelques mois. Depuis 2006, il n'a plus aucun travail et hante le « marché des ressources humaines », à l'affût de toute occasion de quelque nature qu'elle soit. En 2003 il avait, comme beaucoup, acheté avec ses 20 000 yuans, des actions qui ont subi 50 % de pertes en 2008. Son « boursicotage » fondé sur l'écoute des émissions télévisées, et la lecture de journaux spécialisés, lui avait permis auparavant quelques

gains substantiels qui le dispensaient de travailler. Mais depuis la crise, il s'est remis en quête d'emploi tout en mesurant bien qu'il est perçu comme trop âgé par toutes les entreprises pour tous les postes, mais dans le même moment en s'accrochant à la valeur symbolique inestimable à ses yeux de son « expérience » que ne peuvent avoir les jeunes. Hao ne s'est marié qu'à 45 ans, lorsqu'il a pu acheter un logement plus grand (70 m²) que les 10 m² du dortoir de sa *danwei* qui vendait le m² à 100 yuans à ses salariés. Son épouse de 10 ans plus jeune que lui, était ouvrière dans une entreprise d'État qui a fait faillite. Elle fut ensuite serveuse dans un restaurant et maintenant vend dans la rue les petites bouteilles de yaourts vitaminés très appréciés qu'elle transporte sur son vélo. Son bénéfice est de 2 mao (0,2 yuan) par yaourt, et elle arrive à gagner 1 000 yuans par mois. Le couple, dont c'est le premier mariage pour l'un et l'autre, a un fils de 7 ans qui devra « créer son destin, faire des efforts » commente Hao, bien amer sur l'histoire du demi-siècle : « Ma génération n'est pas bénéficiaire des réformes, de l'ouverture. Même avec tous les efforts, c'est inutile, il n'y a rien à faire, on avait la sécurité économique, on n'avait pas de chômage ; maintenant je suis dans l'insécurité et le pays ne fait rien pour les gens de mon âge. » À 60 ans Hao touchera une petite pension de retraite indexée à ses annuités. Aujourd'hui il remâche l'inouïe transformation de la société dans laquelle il est né, ne parvenant pas à accepter que son statut se soit évanoui : « On était paysan, on restait paysan, on était ouvrier, on restait ouvrier », insiste-t-il en contemplant presque hébété le vide statutaire dans lequel il a sombré. Si les sentiments de Hao sont largement partagés par tous ceux qui ont dû traverser les mêmes épreuves liées à la disparition d'entreprises d'État, peu se rencontrent sur le « marché des ressources humaines » mais d'aucuns ont des amis qui l'explorent régulièrement pour eux.

C'est ainsi le cas de Tingting, une femme distinguée de 67 ans, ancienne cadre dans une société de services, où près de dix ans auparavant, Xucai, âgé de 42 ans, était son collègue ; il est aujourd'hui à la recherche d'un emploi et elle examine à sa place les offres qui pourraient le concerner. Éprouvant une amitié sincère pour lui, après l'avoir vu, il y a près de dix ans, se jeter dans la mer démontée pour sauver une jeune fille qui faisait une tentative de suicide, elle a, à son égard, une attitude maternante, le réconfortant dans ses déboires et le soutenant dans ses efforts. Tous les deux, en position nettement fusionnelle, sont très volubiles, se coupent la parole et renchérissent sur leurs récits mutuels. L'après-midi entière ne suffit pas à mettre fin à leur passion d'expliquer les malheurs de Xucai, à rehausser sa dignité et sa volonté de réussir, au-delà d'une pléthore d'échecs. L'entreprise où

Tingting et Xucai travaillaient au début des années 2000, offrait des services de toutes sortes aux personnes âgées : villégiatures, compléments alimentaires, voyages, etc. Il s'agissait alors d'un nouveau marché et les difficultés de l'entreprise — aboutissant à la faillite quelques années plus tard — ont poussé au départ Tingting, partie en retraite, comme Xucai. Xucai a ensuite travaillé dans une entreprise de produits cosmétiques qu'il a quittée pour un meilleur salaire dans une entreprise laitière, mais, après un conflit avec le directeur, qui, à ses yeux, ne respectait pas les intérêts du personnel. La faillite de l'entreprise laitière l'a conduit vers une petite entreprise coréenne d'eau minérale où il n'a pas réussi à remplir les objectifs fixés d'élargissement du marché si bien que, au lieu de recevoir un salaire de 5 000 yuans, il a touché 7 000 yuans pour les 4 mois où il a financé lui-même ses déplacements. Xucai, ainsi que ses collègues dans la même situation, ont pensé alors à intenter un procès contre le chef d'entreprise mais, après lecture *a posteriori* de leurs contrats de travail, ils ont compris que leurs rémunérations correspondaient à leurs résultats, selon les règles qui avaient été notifiées dans le contrat. Le bureau local de l'emploi leur a permis néanmoins d'obtenir chacun une compensation de 1 000 yuans. Enfin Xucai a cru trouver un emploi miraculeux où il gagnerait 30 000 \$ par an en s'expatriant en Thaïlande pour prendre en charge l'exportation de manganèse, dans une entreprise de Singapour. Originaire de Hainan, il est retourné dans l'île rassembler ses documents, a obtenu son visa mais le prix du manganèse s'est effondré fin 2008 et l'ami pékinois qui lui avait ouvert cette opportunité lui a expliqué qu'il le rappellerait plus tard... Depuis Xucai cherche un emploi partout, prêt à tout. N'ayant rien trouvé à Schenzhen, il s'est installé à Guangzhou où il loue un appartement : on lui a bien proposé 1 200 yuans avec 300 yuans d'allocations logement par mois pour réussir à louer des magasins, ce qu'il a accepté mais le bas salaire l'a poussé vers une entreprise textile où il ne gagnera guère plus comme chargé de marketing, peut-être 2 000 yuans juge-t-il en attendant le premier mois. À 42 ans, Xucai souhaiterait, compte tenu de son expérience et de sa formation, entre 3 800 et 6 000 yuans, ce qu'aucune entreprise ne lui propose actuellement. Célibataire, il avoue, avec honte, les yeux baissés, ne pas « oser se marier » sans appartement ni revenu stable. Ce fils d'un militaire et d'une ouvrière a un frère cadet et une sœur qui n'a pas supporté une déception amoureuse et qui a été renvoyée de l'hôpital psychiatrique — après cependant 40 000 yuans de frais — les médecins ayant peur d'une mort par refus d'alimentation. Xucai, abattu, se sent d'autant plus déficient qu'il est le fils aîné et ne peut assumer publiquement ce rôle. Tingting de son côté, outre lui chercher un emploi, est aussi en quête

d'une épouse pour lui tout en l'aidant financièrement. À l'abri des besoins, avec sa pension de cadre retraité et celle de son mari instituteur, elle appréhende les répercussions des réformes sur les générations plus jeunes et a une perception exceptionnellement claire de la crise. Elle compare sa trajectoire à celle de Xucai et souhaite témoigner de ce qui lui apparaît des injustices. Issue d'une famille de trois enfants, classée parmi les cinq « non-rouges » — la mère gérait une petite maternité et le père était comptable — Tingting a traversé la révolution culturelle sans trop d'embûches, sa sœur cadette ayant choisi volontairement de partir « aider les paysans à la campagne ». Elle a certes « perdu dix ans » selon ses termes pour la promotion de carrière, mais cela lui paraît bien peu en regard de l'abîme entre « riches et pauvres » aujourd'hui sur lequel elle s'étend, après avoir le matin même, visité un condominium en vente, dont les appartements, trop chers pour sa fille, faisaient l'objet de queues immenses de jeunes clients joyeux, tirés au sort.

Ces cinq itinéraires illustrent, sur le vif, la crise dont tous les acteurs, à l'exception de Tingting, ont une représentation si incertaine, si brumeuse qu'ils sont particulièrement démunis sur le marché du travail et exposés à des déceptions encore plus grandes. Les stratagèmes des entreprises s'en voient renforcés octroyant les salaires les plus bas, sans qu'aucune négociation préalable ait eu lieu, le chômeur ne demandant qu'à être accepté, à n'importe quel prix, pour une période d'essai, avec ou sans contrat écrit de travail, que de toute façon il ne lit généralement pas et dont il ne découvre les clauses qu'en cas de problème. Au premier trimestre 2009, beaucoup de demandeurs d'emploi sont prêts à accepter n'importe quel travail sans aucun rapport avec leur formation tant ils se sentent pris à la gorge, entre la pression de leur famille et l'angoisse de se voir rejeté de partout. Comme l'exemple de Xucai l'illustre avec éloquence, sans emploi il est impossible de s'engager dans une relation débouchant sur le mariage. L'image du célibataire, perdant, *looser*, a atteint une telle dimension que des « foires de parents » en quête d'un conjoint pour leurs enfants sont désormais organisées¹⁵. L'une d'entre elles, à Pékin, demandait ainsi aux parents d'un garçon d'accrocher à leur vêtement un ruban bleu, et à ceux d'une fille, un ruban rouge pour se distinguer et entrer plus efficacement en communication pour un éventuel accord mutuel sur le profil de leurs descendants. Quelques parents viennent accompagnés de leurs enfants déjà trentenaires ! Le phénomène de la « foire », place concrète où se rencontrent les gens pour leurs besoins respectifs est très prisé et dépasse largement les foires de recrutement que la crise démultiplie en les spécialisant.

15. *Global Times* 24/04/2009.

Hommes et femmes dans une entreprise de services

Pénétrons maintenant dans une société de services pour mieux cerner comment les entreprises, elles-mêmes en prise à des difficultés de plus en plus grandes, profitent en toute impunité de l'anxiété de tous ceux qui, en tremblant, viennent frapper à leur porte, et qui ont envoyé des centaines de curriculum vitae, pour recevoir une, deux ou trois propositions d'entretien, souvent sans suite. Les procédures de recrutement se sont dans le même moment complexifiées, impliquant fréquemment trois entretiens avant l'embauche. Citons ainsi le cas de ce jeune diplômé en 2007 d'un master français de sciences de la communication et qui de retour en Chine a commencé à chercher dans l'ensemble du pays un emploi, dépensant 7 000 yuans donnés par ses parents fonctionnaires moyens, membres du Parti comme d'ailleurs ce jeune homme qui avait suivi le conseil de son père sur ce point. Sélectionné à Pékin par une entreprise d'État, il a été dispensé du deuxième entretien pour découvrir au troisième qu'un des dirigeants avait un protégé à placer au poste convoité. Les *guanxi*, soit les réseaux de relations continuellement sollicités en Chine — sur lesquels les études sociologiques abondent — sont dans l'esprit des acteurs de plus en plus nécessaires, ce qui contribue indéniablement à accroître leur pouvoir et leur légitimité. Le jeune homme évoqué a en revanche refusé un poste de fonctionnaire dans le département des affaires étrangères d'un gouvernement provincial. En effet, la jeune fille avec laquelle il entretient une relation amoureuse depuis cinq ans, diplômée aussi en France, réside à Canton et lui a dit qu'elle ne le suivrait pas ailleurs. Courroucé, son père, qui ambitionnait de le voir devenir fonctionnaire, a menacé de ne plus le revoir. Le choix de ce jeune homme, sa volonté personnelle, dressée contre l'autorité parentale, apparaît rare. Il s'est aussi désisté au dernier moment d'un projet avec un camarade de monter leur propre entreprise. Toujours à la recherche d'un emploi, y compris de vendeur à Décathlon, imaginant qu'il pourrait aussi rentrer dans l'une de ces multiples agences d'intermédiaires qui se chargent des dossiers d'inscription des étudiants chinois dans les universités françaises, appréciées pour leur coût bas, il conclut que le « marché du travail c'est comme le marché du porc », dont le prix a chuté en 2009 après une hausse en 2008 qui avait provoqué la multiplication des éleveurs de porcs ! Il reste pour ces francophones l'Afrique, appréhendée comme « dangereuse » et « répugnante », où les salaires des entreprises chinoises ont chuté, passant de 3 000 \$ à 1 000 \$ ou même 800 \$.

Revenons à la filiale de la société de services juridiques sur portables dans laquelle nous nous sommes immergée (Monique Selim) le temps de

rencontrer sur place, en face-à-face, la vingtaine de ses salariés. Une telle investigation dans une unité de travail apparaissait bien improbable. En Chine tout d'abord, où l'intensité des rythmes de travail atteint des sommets, où l'imaginaire du secret de l'entreprise, clé de sa réussite, est très développé, et encore plus dans la conjoncture de crise qui aggrave féroce­ment les rapports. Nous fûmes introduits au directeur de la filiale par un membre de la parenté d'une jeune étudiante et cet homme, âgé d'une quarantaine d'années, nous expliqua qu'il nous ouvrait entièrement et sans condition son entreprise, dans la perspective explicitée d'aider la recherche scientifique, carrière qu'il eût aimé embrasser si elle avait été plus lucrative. Une longue pratique de l'enquête anthropologique en entreprise au Bangladesh, au Laos, au Vietnam ¹⁶ incitait à s'interroger sur les ressorts d'une telle générosité intellectuelle et à attendre du cours de l'enquête le dévoilement des enjeux internes qui la motivaient. Contrairement à cette hypothèse épistémologique maintes fois rôdée, il fallut reconnaître après avoir rencontré tous les salariés présents que la bienveillance du directeur, s'assurant régulièrement de notre confort, n'avait d'autre raison que la plus-value symbolique dont elle honorait cet homme qui regrettait encore de n'être pas devenu professeur d'université et vouait une grande admiration à cette profession car elle lui semblait « non-commerciale ». Originaire de Pékin, fils d'un fonctionnaire et d'une ouvrière d'une entreprise d'État, licencié dans les années quatre-vingt-dix comme tous les *xia gang* descendus du poste, cet homme de haute stature, donne avec autorité et fermeté des ordres secs à ses employés qui s'exécutent diligemment.

Appelons Aristona cette filiale d'une société de services juridiques sur portables créée il y a 3 ans à Shanghai et qui s'est installée à Canton en juillet 2007. Bâtie sur le modèle des sociétés américaines ¹⁷, elle a déjà une dizaine de concurrentes importantes, le créneau semblant extrêmement favorable en période de crise. En effet, la demande de services juridiques augmente non seulement de la part des entreprises en difficulté mais aussi en provenance des employés dont les salaires restent impayés. Immobilier, mariages et divorces impliquant la séparation des biens, dettes, contrats de toute nature y compris de travail, sont autant de champs requérant des services juridiques, sans oublier les erreurs médicales pour lesquelles les patients mettent de plus en plus en cause des médecins et revendiquent une réparation financière. La crise fait de tous

16. Monique SELIM : *L'aventure d'une multinationale au Bangladesh* (1991), *Pouvoirs et marché au Vietnam* (2003) ; avec Bernard HOURS : *Essai d'anthropologie politique sur le Laos contemporain* (1997), publiés aux éditions L'Harmattan.

17. Par exemple *The Prepaid Legal Story*.

les conflits une possible ressource économique pour des acteurs inquiets de l'avenir et à l'affût de toutes les opportunités. Elle aiguise donc les dissensus, les transformant en antagonismes rentables. De surcroît l'État-parti chinois est depuis près d'une décennie résolument engagé dans un processus de légalisation — qui connaît certes les accroc des dissidences politiques (charte de la démocratie 2007, Tibet, Xinjiang etc.) — mais qui le fait progressivement avancer vers une relative reconnaissance du et des droits, dès lors que des limites politiques sont respectées.

Aristona met donc en rapport des clients en demande de services juridiques et des avocats proches de leur domicile. La société de services — plateforme de médiation — a un réseau de près de 500 cabinets d'avocats répartis dans toute la Chine. Les entreprises payent 30 yuans d'abonnement par mois, les individus 10 yuans et reçoivent en échange 24 heures gratuites de consultation de l'avocat et 80 % de rabais sur le coût de l'avocat au tribunal. Les avocats sont payés entre 20 et 80 yuans de l'heure par Aristona dont l'immense bénéfice vient du fait que peu de clients résilient l'abonnement qu'ils ont oublié et qu'ils ont contracté lorsqu'ils en avaient un besoin ponctuel. En cas de réclamation du client, qui découvre sur le tard le débit sur son compte, Aristona donne la preuve de l'abonnement et le résilie. Ce n'est que dans des cas jugés très « difficiles », car pouvant porter tort à l'entreprise que cette dernière rembourse le client. 1 à 2 % des clients seulement utilisent les services d'Aristona qui coopère avec le ministère de la Justice et qui espère être rapidement cotée en Bourse. Recruté après un déficit important en 2008, le nouveau directeur de la filiale de Canton consacrée au marketing s'est fixé 15 millions de yuans de bénéfice en 2009. Un magazine mensuel et des publicités innombrables sur tous les supports vantent les services de l'entreprise. Sur l'une d'entre elles, la photo d'un jeune homme en costume cravate, au regard fixe et grave, le voit lever les mains à hauteur des épaules avec devant lui à gauche un combiné de téléphone et à droite les symboles de la justice, une balance et un marteau. L'image interpelle et détient une sorte d'effet quasi hypnotique, poussant inconsidérément à appeler les numéros de téléphone inscrits en gros au-dessus de la tête du jeune homme. Pour atteindre son objectif de croissance, celui auquel les salariés s'adressent avec son nom suivi de *lao ban* (patron), s'est tout d'abord débarrassé d'une bonne partie des employés, sans que le terme de licenciement soit jamais prononcé par quiconque. Occultés, ces départs provoqués sont monnaie courante et des tactiques identiques — objectif inatteignable, ordre d'affectation dans une autre province, baisse extrême du salaire etc. — poussent le salarié à décider lui-même de quitter l'entreprise. Se sentant indésirable, le sujet n'insiste pas. Ce

comportement peut s'interpréter comme le fruit de la continuité imaginaire qui opère entre des régimes de domination profondément différents : l'unité de travail, la *danwei* dont, avant les réformes économiques, dépendait entièrement l'individu pour l'ensemble de sa vie (santé, habitat, éducation des enfants etc.) était dotée d'une toute puissance symbolique qui rendait presque impensable l'opposition personnelle. L'entreprise capitaliste actuelle, qui n'assume plus aucune des fonctions de reproduction sociale, et souvent ne paye même pas les assurances auxquelles elle est astreinte, semble posséder dans l'esprit des gens une autorité absolue similaire, déjouant à l'avance les initiatives de revendication, de résistance. Dans la conjoncture actuelle de crise, cette coproduction de la domination par les acteurs est un atout de taille pour les entreprises qui peuvent se défaire de leurs employés et en recruter d'autres comme bon leur chante.

Comme des milliers d'entreprises à Canton, Aristona est située à l'étage d'un grand immeuble du centre-ville où elle occupe une surface de taille moyenne. Seuls deux bureaux sont individuels : celui du directeur et, mitoyen, celui de l'assistante administrative. Tous les autres employés ont de petits box avec des cloisons mobiles, ne laissant aucune intimité. Ils ont leur propre ordinateur, outil de travail qu'Aristona ne leur fournit pas. Vers 11 h 30 ils se font livrer leur repas, dans une petite boîte, qu'ils avalent rapidement sur place, à leur poste de travail ou encore en bas de l'immeuble. Parfois quelques-uns descendent dans un restaurant — cantine au rez-de-chaussée, dont les prix sont plus élevés que la livraison des plats préparés.

Les anciens employés renvoyés ont été remplacés par des stagiaires, dont la période d'essai est censée durer trois mois. Ils sont rémunérés 700 yuans par mois et devraient obtenir au terme de leur stage 1 500 yuans. Le salaire du directeur est de 10 000 yuans. L'organigramme d'Aristona qui, actuellement, comporte une vingtaine d'employés est flou, imprécis, du fait, en partie, des recrutements très récents. La différenciation hiérarchique se joue principalement entre anciens et nouveaux employés et est présentée sous l'angle de l'apprentissage. Le directeur coiffe de son autorité cet ensemble tendancielle horizontal. Aux responsables des ventes d'un secteur de la province — dont le salaire se situe entre 4 000 et 5 000 yuans — il a fixé des objectifs qui conditionnent leurs promotions et primes.

C'est dans la salle de réunion — généralement inoccupée — que nous rencontrons les employés, dont le premier, Anfu, est un jeune diplômé en 2008 d'un master australien en management, parlant couramment anglais. À son retour d'Australie, Anfu s'est lancé dans une quête épuisante

d'emploi et il a pris la seule offre obtenue, celle d'Aristona. Ce fils d'un manager d'hôtel, dont l'oncle, petit entrepreneur aujourd'hui en difficulté a payé les frais d'université en Australie, a aussi tenté un concours de fonctionnaire pour un poste parmi les plus subalternes — gardien de bureau — où il a échoué ! Il en a conclu, à l'unisson avec tous les jeunes diplômés que nous rencontrons, que l'appartenance au Parti est obligatoire pour prétendre devenir fonctionnaire. Anfu a songé aussi à enseigner à l'Université mais n'a pas pu obtenir un entretien car — dit-il — il aurait fallu avoir la carte du Parti. Ces représentations, dont il ne convient pas ici de juger de l'exactitude, accroissent indéniablement le pouvoir imaginaire du Parti mais aussi son influence réelle, puisqu'entrer au Parti devient d'autant plus recherché que c'est une condition d'accès à l'emploi en période de contraction du marché du travail. Jusqu'alors, Anfu, dont les grands-parents étaient entrepreneurs à Hong-Kong, ne pensait pas que dans le Guangdong, phare du capitalisme chinois, le critère politique avait encore une importance. Ses parents, avec qui il doit vivre faute de revenus suffisants, au désespoir après des dépenses investies dans ses études en Australie, débouchant au bout du compte sur 1 500 yuans mensuels, n'ont pas manqué de lui reprocher d'avoir négligé le Parti ! Au-delà du domaine de la bureaucratie d'État, de l'enseignement universitaire, d'aucuns, relativement nombreux, stipulent qu'être membre du Parti est aussi requis par les entreprises privées. Que l'appartenance au Parti puisse être demandée pour postuler à certains examens apparaît même « normal » aux yeux d'une étudiante « puisque c'est le parti communiste qui fait la politique », ajoute-t-elle. Quelques dénégations de l'intérêt personnel à entrer au Parti ou à juger évident qu'il faut réserver les postes à des membres du Parti, montrent *a contrario* l'emprise du Parti sur les jeunes consciences, la croyance en une élite formée par le Parti, l'aspiration à s'y intégrer, le désir immense de se conformer au modèle prôné. Les chroniques quotidiennes de la corruption des fonctionnaires et des autorités locales ne déstabilisent pas cette incorporation massive des dispositifs et des pratiques de l'État-parti. La propagande actuelle faite dans les médias par le gouvernement pour les emplois de fonctionnaire, en nette augmentation depuis la crise, l'éloge de la sécurité économique et de l'épanouissement dans le travail établi par des témoignages *ad hoc*, sur commande, contribuent à de nouvelles logiques de légitimation politique dans une période de compétition accrue pour les ressources. Revenons brièvement à Anfu, qui de surcroît ne se juge « ni grand, ni beau » et est donc bien loin encore du mariage puisque, souligne-t-il, pour « choisir une femme, et non pas « être choisi », il lui faudra économiser de longues années pour acheter appartement et voiture.

Une très gracieuse jeune fille évolue au milieu des box des employés d'Aristona, apportant du thé, faisant les commandes des repas et accueillant les visiteurs. Appartenant à une famille de six enfants, elle reconnaît avoir fait l'erreur de quitter un emploi à 1 200 yuans dans un grand quotidien cantonais pour son travail présent, rémunéré 700 yuans, les deux embauches résultant des recommandations de *guanxi*. Elle subit les reproches de sa famille qui l'accuse d'autant plus de légèreté qu'elle est obligée de lui apporter une aide financière, le loyer de l'appartement qu'elle co-loue avec une amie étant de 1 000 yuans.

Un autre jeune homme, qui n'a que son diplôme de *Bachelor (BA)*, vient aussi d'être embauché à Aristona qu'il a choisie sur les seules deux offres d'emploi reçues, nourrit une foule de projets : devenir fonctionnaire — raison pour laquelle il sera bientôt au Parti — mais aussi créer une entreprise de jeux. Fils d'un directeur de marketing dans une grande entreprise cotée en Bourse, petit-fils de quatre paysans, il a pour objectif de « faire comme son père » avec lequel il habite, c'est-à-dire réussir dans les affaires dans une trajectoire ascensionnelle.

Soulignons dès maintenant combien ces jeunes salariés — pour lesquels Aristona est souvent le premier emploi — sont pris dans un maillage de dépendances autant matérielles que symboliques, qui se superposent, s'emboîtent, s'accumulent. Les rapports de domination s'appuient fondamentalement sur les logiques de l'appartenance à la famille, à l'entreprise — banalement qualifiée positivement par « une communication familiale » — au Parti, à la nation indivisible, indissoluble. L'appartenance fonctionne à la fois comme une contrainte de rôle et une norme idéale de réalisation de soi qui exclut de fait un itinéraire individuel hors des enjeux présents de conformité. Paradoxalement l'économie de marché, qui s'est installée depuis plus de trois décennies, ne s'est pas accompagnée de la création d'un marché identitaire offrant une pluralité de voies d'accomplissement personnel. Au contraire, et c'est là sans aucun doute la clé de l'originalité de la configuration chinoise alliant avec un brio singulier autoritarisme du Parti et capitalisme débridé, le modèle unique et son imitation constituent l'horizon de la plupart des jeunes salariés rencontrés. Dès lors, le jeu des articulations des mécanismes de domination s'en voit simplifié, favorisant en particulier les sujétions dans le champ du travail. La figure de l'État médiateur de la crise, protecteur imaginaire du corps organique de la Chine, défenseur des entreprises étaye à la fois l'acceptation des conditions de travail offertes et l'identification des sujets aux rôles prescrits. L'obéissance s'en détache comme une valeur qui exalte et motive l'efficacité. *Weiji* — « opportunité, danger » — la crise est

sublimée et comme y invite l'État-parti devient une « opportunité », qui permet « l'amélioration de l'entreprise, des systèmes de management », comme le disait notre interlocuteur avide de promotion. Il ajoutait : « Tout ira mieux après la crise, qui va permettre de perfectionner l'industrie, de la réguler. On avance en apprenant et on a confiance. » L'expérience personnelle d'une recherche d'emploi très pénible, humiliante, et d'un travail faiblement rémunéré, est l'objet d'une coupure avec ces discours en écho de gratification nationale, qui constituent aussi une forme de réhabilitation individuelle. Dans la schize entre les deux régimes d'expression — narration d'un parcours d'épreuves et reprise du slogan triomphateur — s'inscrit notablement un dispositif de soutien du sujet qui, insistons sur ce point, est cerné de toutes parts (parents, travail, mariage, famille, etc.) et n'entrevoit que peu d'interstices de liberté et de plaisir.

Poursuivons dans cette ligne d'interprétation avec un autre jeune homme, qui s'étend beaucoup sur les queues de 5 heures sous la pluie ou sous une chaleur étouffante, dans les foires de recrutement qu'il a fréquentées et qui, après s'être épanché longuement sur ses malheurs dûs à la crise, en vante précisément les mérites de « perfectionnement » pour la Chine dont la « stabilité sociale » serait un atout. Aîné d'une famille de cinq enfants qu'il décrit comme pauvre, fils et petit-fils de petits commerçants, membre du Parti depuis deux ans, un « honneur » à ses yeux, il explique la grande admiration qu'il éprouve pour son père qui a su créer sa propre affaire, en étant parti de « rien ». « S'ajuster à la société » durant les trois ans à venir, « travailler de son mieux », se marier « avant 30 ans », « prendre sa retraite à 60 ans », telle est la vie qu'il imagine pour l'instant, se contentant des 700 yuans que lui offre Aristona pour « se former ».

Très significative est la structure de ces expositions de soi où la crise est dans le même moment barrée et centrale, où la hantise personnelle du chômage côtoie son occultation au plan macrosocial, où le travail à Aristona est présenté comme un choix alors même que sont énumérés les échecs antérieurs à des concours de fonctionnaire et à d'autres postes ambitionnés. Issus pour la plupart de la province du Guangdong ou des régions environnantes, ces jeunes diplômés d'université voient leurs perspectives d'ascension sociale largement compromises par la crise et concomitamment leur vision de la croissance chinoise ébranlée. Ils s'efforcent dès lors de se raccrocher à l'optimisme affiché par le gouvernement, ce qui d'une certaine manière préserve à leurs yeux quelques chances personnelles de croire en un avenir meilleur que les 700 yuans qu'ils reçoivent à Aristona. Les contradictions abondent donc

dans leurs discours entre, d'une part, l'éloge de la concurrence et l'espoir pas encore éteint de se mettre à l'abri de l'insécurité avec un poste de fonctionnaire surtout lorsqu'ils sont au Parti, l'accent mis sur le développement certain d'Aristona qui leur permettra de monter rapidement dans la hiérarchie, d'avoir des revenus meilleurs et, d'autre part, un quotidien où ils exécutent toutes les tâches qui leur sont ordonnées, avec le sentiment difficilement effaçable d'être une main-d'œuvre corvéable à merci, à bon marché alors que leurs diplômes universitaires leur avaient fait croire à la reconnaissance de leur valeur. Leur estime de soi est cassée et la honte qu'ils éprouvent face à leurs parents renforce leur attitude de subordination dans l'entreprise dans laquelle ils sont entrés faute de mieux, et qu'ils quitteront dès que l'opportunité s'en présentera sans d'ailleurs avoir une orientation claire.

Différent est le regard de ceux qui sont restés dans Aristona après l'épisode des licenciements et qui, pour certains d'entre eux y avaient été recrutés un peu avant ou juste après le déclenchement de la crise en octobre 2008. Parmi ceux-ci, un homme de 37 ans tranche au milieu de tous les employés parmi lesquels il est le plus âgé. Originaire du Guizhou — une province montagnarde peu développée — à 1 h 30 de la capitale régionale Guiyang, issu d'une famille de paysans de sept enfants, il a fait ses études de management dans le collège réservé en priorité aux minorités, bien qu'il soit Han, et il est le plus diplômé de ses sœurs et frères. Depuis 1997, il a changé d'emploi à plusieurs reprises — tout en restant dans le domaine des communications — pour, à chaque fois, augmenter ses revenus et monter en grade. Il a été recruté en novembre 2008 à Aristona après deux mois de recherche d'emploi sans trop de difficultés et sans avoir songé en quittant la précédente entreprise, à la crise qui s'amorçait. Nommons Jianjun cet homme qui aujourd'hui est responsable des ventes pour un secteur du Guangdong et qui est visiblement anxieux, amer, critique, en position de réflexivité générale sur lui-même, l'entreprise, la société. Si auparavant il souhaitait toujours accroître ses gains, créer sa propre entreprise, maintenant il pense avant tout à se maintenir dans une position stable et a conscience de la précarité de sa situation après avoir vu Aristona renouveler son personnel. Décrivant les rapports internes comme mus par une concurrence effroyable qui brise les plus brillants et téméraires, Jianjun, revient sur lui-même et avoue qu'il a compris « qu'il ne pouvait rien faire que subir » et en même temps qu'il n'arrive jamais à se résigner à « subir », restant toujours indigné par l'injustice. Marié en 2007 à une représentante de produits électroniques, le plus souvent en déplacement, il est père d'un enfant de 8 mois laissé à la sœur de son père dans sa bourgade natale. La

pratique de confier à un membre de la parenté de la région d'origine l'enfant en bas âge est extrêmement fréquente actuellement chez les jeunes couples qui disent à la fois ne pas avoir le temps de s'occuper d'un enfant en raison de leurs horaires de travail et ne pas avoir suffisamment de revenus. L'enfant, en quelque sorte produit pour répondre aux prescriptions de descendance émises par les parents, est renvoyé dans la parentèle moyennant quelques subsides. Pour Jianjun — qui a acheté un appartement dans le Guizhou et qui en loue un autre à Guangzhou — le coût du nourrisson en lait est déjà de 1 000 yuans par mois, puisque depuis le scandale de la contamination de Sanlu en 2007, on évite le lait chinois. Jianjun donne par ailleurs une centaine de yuans à son père chaque mois. Voyant ses frères et sœurs restés dans le Guizhou peiner pour survivre, citant le fils de sa sœur qui travaille 12 heures par jour, 7 jours sur 7 comme ouvrier dans la grande banlieue de Canton et doit subvenir aux besoins de sa famille avec 3 000 yuans, cet homme est très lucide sur la crise et dénonce les discours étatiques qui se veulent rassurants. Il constate, désabusé, que dans sa région, 50 % des migrants sont revenus et ne retrouvent pas d'emploi. Il ironise sur le mythe de la « famille harmonieuse » bien difficile à atteindre. Écorché vif, se percevant sur un siège éjectable, il ne parvient pas à dissimuler son angoisse, et exprime avec détermination son refus de ce qu'il dénomme les « mensonges » que répand le gouvernement et témoigne — ce qui apparaît rarement dans l'enquête — d'un malaise général face aux règles sociales. La conjoncture actuelle de la crise aiguise ses tendances à pointer les dysfonctionnements. Louant les recherches étrangères — qui transmettraient « la vérité » — contre les chinoises, il se saisit de notre présence pour donner une cohérence à des sentiments sombres qui se traduisent aussi dans son comportement ; parfois reposant la tête sur son bureau, pelotonné sur lui-même, il se ferme au monde extérieur comme pour se préserver.

Jianjun apparaît exemplaire d'une trajectoire de migrant que la crise étreint d'autant plus qu'il mesure ses conséquences dans sa région d'origine ; un de ses collègues âgé de 32 ans, responsable lui aussi des ventes dans un secteur de la province, dont le salaire avoisine 4 500 yuans, et qui a tout comme lui changé maintes fois d'entreprise — dont China mobile où il ne parvenait pas à être permanent — est en revanche plus insouciant sur la conjoncture économique. Originaire de Guangzhou où il a acheté son appartement, fils de professeurs de collège, il n'est pas sûr de rester à Aristona où il vient d'être recruté mais ne s'inquiète pas trop, ayant beaucoup plus d'assurance matérielle que Jianjun. Pourtant ce jeune père, dont l'épouse a arrêté de travailler pour

s'occuper de leur enfant, illustre un des effets de l'obligation symbolique de procréation et de transmission : « La vie, l'avenir est perdu quand il y a un enfant, tout tourne autour de lui » s'épanche-t-il.

Pour des raisons bien différentes aucun de ces hommes, plus anciens ou nouveaux dans Aristona, ne manifeste un quelconque attachement à l'entreprise : qu'il s'agisse d'envisager mieux ou de redouter le pire, le chômage, un ensemble de facteurs contribue à en faire une main-d'œuvre travailleuse, docile, sans revendication précise mais de fait « flottante », sans arrimage ni enracinement. La crise amplifie cette forme d'inscription dans le travail, tant elle envahit les esprits de représentations de fragilité individuelle, collective et institutionnelle. L'idée que l'entreprise peut disparaître du jour au lendemain, accréditée par les médias, les expériences des proches, les rumeurs, confère au réel une sorte d'incertitude généralisée et rend le quotidien éphémère. Au milieu de cette brume, seul l'État s'affirme comme une entité solide, indestructible et donc un pivot référentiel imaginaire qu'il soit investi positivement ou négativement.

Jusqu'à présent l'attention a été portée principalement sur les employés masculins d'Aristona. Tournons-nous vers les jeunes femmes qui permettront au lecteur de saisir la différence prégnante de leurs conceptions. Jing — qui est originaire d'une ville de l'Ouest du Guangdong, fille et petite-fille de fonctionnaire et dont la famille a reçu le titre de « martyre » pour avoir combattu le Japon — a été nommée responsable des relations avec la clientèle. C'est son troisième emploi dans le domaine des communications électroniques et le directeur de l'entreprise où elle travaillait avant — qui subissait des pertes — lui a explicitement conseillé de chercher mieux. C'est en fréquentant les meetings spécialisés dans les services sur Internet qu'elle a pris connaissance d'Aristona où elle a été recrutée après trois entretiens. Beaucoup de ses amies ont perdu leur emploi, y compris après avoir accepté des baisses de salaires importantes, et elle s'estime heureuse d'avoir réussi à se faire embaucher dans cette période qualifiée de « noire ». Si les hommes considèrent très souvent que la crise leur donne un avantage sur le marché du travail, du fait de leur supposée force et de la fragilité intrinsèque dont seraient dotées les femmes — selon une rhétorique de domination masculine qui apparaît n'avoir subi aucune entaille — Jing partage avec d'autres jeunes femmes l'hypothèse que la crise favorise les femmes, même si celles-ci sont guettées par le chômage du fait des faillites des entreprises. Son raisonnement est simple et s'appuie sur l'évidence que les femmes coûtent moins cher aux entreprises, car elles acceptent plus facilement des salaires inférieurs de

1 000 yuans pour n'importe quelle tâche. Âgée de 23 ans, Jing loue un appartement seule à Guangzhou, et a un ami de cœur qui travaille dans une autre ville et qu'elle voit le week-end. Comme beaucoup de jeunes filles, elle recule la date du mariage qui mettra un terme à sa « liberté ». Regardant la vie « ennuyeuse » de ses camarades qui cohabitent avec un garçon, leurs querelles, elle insiste sur les contraintes de la condition féminine, l'enfermement que représentent le mariage et la famille, antithèses de l'amour.

Si le célibat est pour les jeunes femmes comme pour les jeunes hommes, dépassés 30 ans, un stigmate et une honte, dans les années qui précèdent où l'emploi confère aux femmes d'autant plus d'autonomie qu'elles ne résident pas avec leurs parents — lorsqu'ils ne sont pas à Guangzhou — leurs représentations de l'engagement dans la vie familiale sont nettement négatives : leur plus grande hantise est l'adultère de l'époux, fait qu'elles disent de façon récurrente constater autour d'elles ; la souffrance de leur mère et de leurs tantes « trompées », la détresse de leurs amies qui au bout d'un an de mariage se voient délaissées, leur inspirent une peur vive sur laquelle elles se confient aisément, passant parfois par les détours d'exemples lointains et généraux pour en arriver aux cas les plus proches de leur parentèle qui les affectent profondément. La préférence pour des descendants mâles qui conduit aux avortements sélectifs d'embryons féminins et qui met en danger l'équilibre entre les sexes — au point que, en 2020, on prévoit 24 millions¹⁸ d'hommes de plus que de femmes — est un phénomène social bien connu en Chine montrant la perdurance de logiques de domination masculine non ébréchée par 50 ans de communisme et 30 ans de développement capitaliste qui se chevauchent. Cette suprématie sexuelle qui établit une rupture ontologique et hiérarchique entre hommes et femmes, n'est jamais remise en cause par nos interlocuteurs et c'est pourquoi l'infériorité des femmes est une idée admise. La discrimination sexuelle sur le marché du travail est énoncée ouvertement — notée dans les annonces écrites — et acceptée par tous, hommes et femmes, comme à la fois un droit des entreprises à embaucher qui elles veulent et une loi naturelle. Corollairement les entreprises peuvent inscrire des critères précis, de taille par exemple, pour les postulants.

La crise remet sur scène avec violence et cruauté ces images différentielles : si Jing pense ainsi que les femmes peuvent tirer un avantage de la crise, d'autres jeunes femmes plus âgées, mariées et déjà mères, estiment au contraire que les entreprises refusent d'engager des femmes sur la base de l'argument courant du coût des congés de

18. *Global Times*, 24/04/2009.

maternité et de la moindre disponibilité des femmes avec un enfant. D'autres encore jugent que les femmes mariées sont prisées pour leur stabilité présumée, dans certaines professions en particulier celle de comptable. En revanche, dans le domaine du marketing les hommes seraient privilégiés, et les femmes ne pourraient entrer en compétition avec eux qu'en étant célibataires. Enfin, les femmes rappellent que les entreprises n'apprécient généralement pas les hommes de plus de 30 ans toujours célibataires, car elles les considèrent comme des adolescents prolongés, immatures, ce que les jeunes hommes d'Aristona taisent. Rappelons qu'un enfant né hors mariage est pour une femme une cause de licenciement sans compensation financière, ainsi que le notifie exemplairement un contrat de travail qui l'assimile à un enfant supplémentaire ou non autorisé, obligeant à l'avortement. De fait, replacé dans le contexte de l'enfant unique, l'enfant hors mariage devient illégal pour une femme et l'entreprise s'appuie donc là sur la loi.

Si carrière professionnelle et implication familiale sont partout dans le monde souvent exclusives l'une de l'autre, en Chine en temps de crise, la contradiction apparaît encore plus aux jeunes femmes dont certaines comme Yuanli font le choix du travail. Âgée de 27 ans, diplômée en 2005 de management administratif, elle a travaillé dans une grande entreprise que le directeur, face à des problèmes croissants, l'a comme d'usage invitée à quitter. C'est par l'intermédiaire d'un ancien salarié d'Aristona qu'elle a été embauchée il y a un an, remplaçant selon toutes probabilités celui qui a été licencié. Entre les deux emplois, elle a subi une baisse de salaire passant de 6 000 yuans à 4 000 ou 5 000 yuans selon les mois à Aristona. Pleine d'ambition, voulant devenir « manager », Yuanli résiste à la pression continue de ses parents — mère employée dans une entreprise privée, à la retraite, père petit fonctionnaire — lui enjoignant de se marier. Elle a décidé de rester célibataire, persuadée de l'impossibilité de faire confiance à un homme en Chine et préférant renoncer à l'amour qui rendrait systématiquement malheureuses les femmes. Elle passe ses vacances à découvrir la Chine, un sac sur le dos et dépensant tout son argent dans ces voyages, sans souci de l'avenir, seule ou en s'associant à d'autres jeunes rencontrés sur Internet. Concentrée sur son travail auquel elle s'accroche avec d'autant plus de passion qu'elle ne veut pas subir une nouvelle baisse de salaire et qu'elle regarde autour d'elles ses amies perdre leur emploi, et d'autres divorcer, Yuanli concrétise de façon exacerbée une partie des logiques des jeunes femmes rencontrées.

D'autres au contraire, comme sa collègue de 29 ans qui, originaire du Henan, en est à son cinquième emploi, se désespèrent de ne pas être encore mariées et de devoir vivre seules dans un appartement qu'elles

louent à Guangzhou. C'est sur Internet que celle-ci cherche sans conviction un éventuel époux, trop convaincue que l'amour d'un homme est un rêve qui s'effondrera vite. Ayant déjà fait deux fois l'expérience de se voir poussée poliment à quitter une entreprise, elle prend à peine le temps de déjeuner et s'investit sur son travail, avec un salaire de 5 000 yuans, ce qui dans la période de crise actuelle, prend l'allure presque d'un privilège.

Quelles que soient les problématiques personnelles de ces jeunes femmes, les motifs profonds qui les font désirer ou repousser les hommes et le mariage, le résultat pour l'entreprise est identique : Aristona peut compter sur sa main-d'œuvre féminine, qui se consacre à son travail avec un grand dévouement et qui, en raison de sa clairvoyance de dominée sur la crise, se révèle plus liée à l'entreprise que les jeunes hommes. Donnons en un dernier exemple, celui de Juanjun, âgée de plus de 30 ans qui considère Aristona comme « son bébé qui grandit » où « elle s'occupe de tout », « soutient les autres ». Beaucoup moins élégante que ses collègues, Juanjun est diplômée en anglais appliqué depuis 2000 et a enseigné ensuite dans un collège d'une ville de l'Ouest du Guangdong. Venue à Guangzhou, elle a travaillé d'abord dans une grande entreprise puis dans une plus petite où elle est restée trois ans. Enceinte, prête à accoucher, elle décide d'arrêter de travailler et voit ses deux derniers salaires mensuels retenus par l'entreprise. Très mécontente, elle s'enquiert auprès du bureau de l'emploi, du syndicat sur les moyens de récupérer son dû mais se heurte à des murs : il lui aurait fallu avoir donné son préavis de départ, accepté et signé par le directeur de l'entreprise et ensuite engager une longue procédure sans certitude de réussir. Alors qu'elle comptait rester auprès de sa fille 3 ans, elle décide de reprendre le travail un an après la naissance de peur de s'éloigner trop du champ professionnel et de perdre ses compétences. Elle a sans aucun doute agi là avec prudence et perspicacité, les jeunes femmes du même âge en arrêt deux ans affrontant d'énormes difficultés pour se réinsérer dans l'emploi — après six mois de recherche — et perdant 50 % de salaire. Elle a donc laissé sa fille de 10 mois à Hainan chez sa mère et a été embauchée en avril 2008 par Aristona grâce à celui qui sera par ailleurs le premier licencié ! Depuis, elle est d'une activité débordante, sautant la pause déjeuner et prête à répondre à toutes les demandes des uns et des autres. Se rendre absolument indispensable, sur le mode d'une projection de maternage explicite face à l'entreprise-enfant, semble être le but de Juanjun dont le mari rembourse les mensualités du crédit qu'il a contracté pour l'achat d'un appartement dans la banlieue de Guangzhou, dont il paye aussi les charges. Mais c'est elle qui donne 1 000 à 2 000 yuans par mois à sa mère

pour garder sa fille et finance l'entretien de l'enfant. Elle ne connaît pas le montant du salaire de son mari, ouvrier, mais elle doit aussi, sur son salaire de 4 000 yuans, aider aux dépenses des études de sa sœur puisque ses parents n'ont pas de pension de retraite. Juanjun agit là comme beaucoup de jeunes femmes qui amputent fréquemment leur salaire d'une partie pour leur fratrie ou leurs parents, qui « leur ont tout donné » et à qui elles doivent en retour « donner », les « rembourser » ou selon d'autres termes les « élever » comme elles ont été « élevées ». Juanjun ne peut donc pas se permettre de fragiliser sa position dans l'entreprise et elle a pris le parti d'en faire beaucoup plus qu'il n'en faut afin d'être certaine de conserver son emploi. Cette jeune femme courageuse aurait bien aimé entrer au Parti et elle avait été sélectionnée à la fin du collège qui devait transmettre les documents à la première entreprise où elle a travaillé, mais la courroie bureaucratique n'a jamais fonctionné ! Elle avait déjà versé sa cotisation mensuelle sûre de devenir officiellement membre très vite. Elle regrette beaucoup ce dysfonctionnement qui pourrait laisser croire qu'il y a eu dans son itinéraire des éléments négatifs interdisant son entrée au Parti. C'est sur sa fille qu'elle reporte ses ambitions, espérant qu'elle sera membre du Parti. Elle et son mari ont leur *hukou* — certificat de résidence — dans leur région d'origine et elle essaye de se persuader que malgré ce handicap, qui rend inaccessible nombre d'établissements scolaires à Guangzhou, sa fille pourra faire de bonnes études.

En situation de subordination générale dans la société, sans fenêtre idéologique et symbolique ouverte pour soutenir une quelconque aspiration à plus d'égalité, ces jeunes femmes font des efforts énormes pour se maintenir dans l'emploi dans la conjoncture de crise. Dans le même moment, elles tentent d'assumer les fonctions de reproduction auxquelles elles sont assignées — en en déléguant en partie la quotidienneté à leur parentèle — ou au contraire de les détourner. Dans tous les cas elles montrent une grande volonté de se frayer, malgré tous les poids qui pèsent sur le deuxième sexe, un chemin sinueux qui échappe un tant soit peu aux destinées malheureuses qu'elles observent autour d'elles. Notons qu'aucune d'entre elles ne se fait l'écho du discours étatique optimiste sur la crise, à la différence des jeunes gens. En effet leur position d'infériorité, de vulnérabilité dans l'emploi les rend plus vigilantes sur les décalages entre les rhétoriques politiques et les réalités concrètes qu'elles affrontent. Arrêtons là cette exploration d'Aristona dont les pratiques de gestion et les représentations des employés offrent à la réflexion un exemple microsocial d'amplification des rapports de domination sur fond de crise : ce mouvement s'effectue à partir d'une articulation cumulative entre les dispositifs internes aux champs

professionnel, familial et de sexe et enfin politique puisque le Parti, qui incarne la matrice du pouvoir, revêt une attractivité symbolique renouvelée et inédite liée à la raréfaction de l'emploi. On ne saurait généraliser cette orientation puisque, au plan macrosocial, un peu partout dans le monde, on observe que la crise déclenche des contestations et des radicalisations des conflits qui, en Chine, conduisent à s'attaquer tout d'abord aux sièges des autorités et du Parti. De fait la crise démultiplie les tensions intrinsèques aux rapports de domination, mettant à l'épreuve et faisant éclater leurs agencements et leurs nouages dans des directions contradictoires de confirmation, de dé-liaison ou d'affaiblissement.

Comme on l'a vu la stratégie d'Aristona a été fondée sur des licenciements et des recrutements à bas coûts pour remonter le déficit passé. Dans d'autres entreprises de service, les licenciements sont accompagnés d'une petite augmentation des salaires de ceux que la direction veut garder et fidéliser. Cette tactique est exposée par des entrepreneurs comme une arme pour insuffler « la confiance » — dans la même ligne que le discours de l'État-parti — à leurs salariés angoissés. Quelle que soit l'optique managériale de l'entreprise, la crise qui exacerbe la concurrence interne et externe, intensifie les relations interpersonnelles d'allégeance, de dépendance, inscrites dans les rapports hiérarchiques que, de ce fait, elle durcit.

L'esquive des étudiants

Quittons l'entreprise et abordons maintenant une autre couche sociale, celle des étudiants qui se préparent à rentrer dans le monde du travail et commencent, pour ceux qui sont en fin d'études, dès le mois de mars, après le jour de l'An chinois, à rechercher un emploi stable et répondant à leurs qualifications. D'une manière générale, très rares sont les étudiants dont les parents subviennent entièrement aux besoins. La majorité d'entre eux réussissent à gagner un peu d'argent durant leurs études par différents petits travaux, y compris lorsqu'ils ont une bourse. Selon leurs notes, les étudiants de Master peuvent recevoir une allocation leur permettant de payer et les frais d'université (10 000 yuans) et ceux du dortoir du campus (1 200 à 2 800 yuans par an). Suivant les réseaux de relations de petits groupes de classe, de chambrée, nous avons rencontré des étudiants de différentes filières — physique, biologie, français, anthropologie, géographie, travail social, commerce, etc. — pour appréhender leur trajectoire scolaire, leur vision de la crise, leurs aspirations professionnelles, l'ensemble de ces éléments étant replacé dans le contexte biographique de leur famille d'origine sur deux générations lorsque cela était possible. Mais la profession exacte des grands-parents

est souvent inconnue et le silence des parents sur les périodes politiques les plus marquantes (campagne anti-droitier, révolution culturelle, etc.) est fréquent, surtout lorsqu'on devine des événements dramatiques, la souffrance devant être tue. Les jeunes abordent donc la période de développement du marché sans repères sur les mutations antérieures, ce qui influence considérablement leur image de la crise et leur réception aisée des discours étatiques d'optimisme et de confiance. Les étudiants avec lesquels nous avons discuté à Canton sont originaires de toutes les régions de Chine.

Si les universités recevaient auparavant très fréquemment les entreprises venues recruter les étudiants lors de grands meetings, en mars 2009, ces initiatives des entreprises s'étaient raréfiées et les étudiants devaient sortir du campus et arpenter les foires de recrutement pour leur recherche d'emploi. Ces meetings observés lors des années précédentes (de 2005 à 2008) offraient des spectacles étonnants : les entreprises dressaient d'elles-mêmes des portraits grandioses et laissaient croire à des étudiants fascinés qu'ils auraient en leur sein des carrières mirobolantes. Dans une université d'excellente réputation, une « association pour le développement de la carrière des étudiants » soutenue et pilotée par le Parti, la ligue de la jeunesse, un « centre de développement du travail » dirigé par des professeurs, est financée par deux grandes multinationales américaines. Deux étudiants, membres du Parti, adoptant un style de « cadre » autoritaire et déterminé, s'occupent tout particulièrement de l'organisation de compétitions festives, chargées de former les étudiants à construire leur « plan de vie ». L'association comprend 300 membres et 32 « cadres » (*ganbu*) désignés par le président nommé. Ces compétitions, 16 équipes de 4 personnes, éliminées au fur et à mesure des épreuves qui s'étalent sur 2 mois, sont un jeu d'apprentissage des règles de gestion d'une entreprise avec pour but un profit maximal. L'association organise aussi des conférences sur la finance, l'immobilier, l'entreprise et édite des magazines. Nos deux jeunes « cadres » du Parti, qui se dédient à l'enseignement d'un fonctionnement capitaliste optimal revêtent lors des réunions à l'université un costume cravate strict.

Si l'augmentation du nombre de jeunes diplômés influe négativement sur le marché du travail depuis une décennie¹⁹, la crise a accentué de façon drastique cette évolution et les étudiants connaissent abstraitement les difficultés qui les attendent. Néanmoins, c'est dans cette catégorie sociale que la crise fait l'objet de la plus forte neutralisation imaginaire et, corollairement, que l'État est investi de la plus grande capacité mythique

19. *Perspectives chinoises* 2003/80.

fabuleuse de régulation. Même lorsque leurs familles — petits commerçants ou petits entrepreneurs en province — subissent de graves baisses de revenus, les étudiants semblent continuer à afficher leur croyance dans la bonne fortune de la Chine, repoussant la crise sur le reste du monde, coupable et donc pénalisé. Sauf exception, leur ignorance apparente ou plutôt leur désintérêt de la situation des populations rurales et migrantes sont flagrants et montrent leur enfermement dans une classe urbaine, aux frontières étroites. Les campus universitaires sont d'ailleurs des microcosmes où l'on trouve tout ce qui est nécessaire à la quotidienneté et on peut y vivre sans ressentir le besoin de sortir de ce monde clos, transitoire, rassurant.

Yizhong permettra au lecteur de se familiariser avec la fraction la plus « enthousiaste » des étudiants qui semble, 40 ans après et avec un autre contenu discursif, sortir d'une gravure de l'époque maoïste. Diplômé de physique, il a trouvé un emploi dans une entreprise spécialisée dans l'énergie solaire, située à 3 heures de Canton. Salarié 2 500 yuans, logé et nourri dans la zone industrielle, Yizhong espère trouver mieux et surtout revenir à Canton. Il est le troisième enfant, fils ardemment désiré après deux filles, d'un technicien peu diplômé et d'une mère sans éducation restant au foyer. En 1987 sa naissance a coûté à ses parents 800 yuans d'amende et à l'entendre sa famille était « pauvre ». Écoutons-le :

« Je suis un garçon d'un pays en développement et je veux rejoindre les autres des pays développés, être égal aux USA. Je veux devenir le meilleur, le plus distingué parmi tous. Réussir, être le meilleur, c'est mon idée depuis tout petit, et je pense qu'on a tous cette idée, la génération née après 80 : faire le mieux, être le meilleur, pour que la société soit la meilleure. C'est comme ça que la Chine se développe vite. »

Yizhong « n'aime pas le communisme, c'est trop loin le communisme et chacun veut vivre sa propre vie. Le capitalisme se développe en Chine et le développement ce n'est pas un résultat, mais un trajet, comme une voiture, un train qui roule. Il faut regarder les beaux paysages ». Sur la crise, Yizhong est encore plus lyrique :

« La crise est une vague, une grande vague qui va régler les choses pour les individus et les entrepreneurs qui sont compétents. Ceux qui ne meurent pas après la grande vague sont des héros. Les non compétents meurent. C'est donc une bonne chose. Moi, j'ai mon plan de vie et la crise est trop excitante, je veux surfer sur la vague, devenir entrepreneur, patron, voyager. Beaucoup d'usines ferment et c'est une bonne chose car on regroupe les ressources pour le changement. »

Ce jeune homme au beau regard, doux et transparent, s'inquiète auprès de nous de l'exactitude de ses analyses et nous dit être jugé comme trop « idéaliste » par ses camarades d'université. En quatre ans il a parlé moins d'une demi-heure à une fille et s'estime lui-même un peu « traditionnel » sur le domaine familial. Rêvant d'un avenir glorieux pour lui-même et la nation, grâce à la crise qui va en quelque sorte balayer les vieilleries incompetentes, il espère trouver une jeune fille « gentille » qui « respectera ses parents ».

Si l'optimisme excessif de Yizhong peut paraître un peu caricatural au lecteur, d'autres étudiants rationalisent et relativisent la crise pour y trouver néanmoins toujours des tendances positives et des bénéfiques, par exemple pour les classes moyennes urbaines que la baisse de l'immobilier favoriserait, pour les « faibles », selon la traduction du terme chinois, c'est-à-dire les « pauvres » dont le critère d'exonération d'impôt a été élevé, etc. L'hypothèse que la crise sera de courte durée pour la Chine, conduit à faire des projets ponctuels pour laisser passer l'orage avant le retour à une conjoncture plus paisible : poursuivre les études en Chine, ou mieux en Occident pour augmenter ses compétences et être plus concurrentiel sur le marché de l'emploi — France, Australie, USA etc. — ou encore s'expatrier en Afrique pour accumuler de l'argent et revenir après quelques années en Chine — « très riche » ainsi que l'imagine un jeune couple d'étudiants en tourisme — sont quelques-unes des solutions momentanées les plus souvent envisagées. Notons que sur 90 étudiants de français, 45 partent ainsi en Afrique dans une université du centre de la Chine (13 garçons, 22 filles) et 30 en France avec une aide financière de leurs parents.

La crise financière est intégrée imaginairement dans une série hétérogène de crises où se côtoient pêle-mêle le SRAS et les « années noires » du Grand Bond en avant, la révolution culturelle et, comme tous ces épisodes, elle est donc appelée à être dépassée, maîtrisée, vaincue. Une comptabilité exacte est tenue systématiquement par les étudiants sur les choix et les débouchés de leurs camarades de classe et c'est sur cette microstatistique précise qu'ils s'appuient pour évaluer la position de leur filière dans la conjoncture et leur propre posture personnelle.

Si la différence sexuelle est appréhendée comme un facteur déterminant dans l'accès à l'emploi, comme on l'a déjà évoqué précédemment pour les salariés d'Aristona, de surcroît de trop longues études pour les filles peuvent être toujours considérées comme un handicap pour le mariage. Ainsi une cheffe de classe en master de français — fille de petits commerçants dans le Hunan mais petite-fille d'un ancien fonctionnaire ayant fait des études universitaires et envoyé à

la campagne pendant la révolution culturelle — explique que « les hommes ont peur d'une fille qui a un doctorat ». C'est pourquoi elle veut avant tout se marier et, éventuellement après, faire un doctorat vers 30 ou 35 ans. Dans le contexte de crise où la course à l'emploi est fébrile, où les études sont prolongées dans l'idée d'être plus compétitifs sur le marché du travail, là encore garçons et filles se révèlent inégaux en raison des priorités symboliques qu'ils posent sur l'ensemble des facteurs permettant d'affronter le manque d'emploi avec le maximum d'atouts. L'idée que les hommes doivent gagner l'argent de la famille — conçue sur le mode d'une tradition qui serait spécifiquement chinoise — pousse encore plus à la concurrence les garçons tandis que les filles se retrouvent écrasées par les clichés parentaux. Citons cette étudiante en tourisme — fille unique dont la mère est manager dans un hôtel d'État et le père ingénieur — qui raconte n'avoir plus pu supporter les conseils contradictoires de son père et de sa mère :

« Pour moi la famille et le travail sont les deux choses les plus importantes. Et j'étais trop angoissée de ne pas arriver à choisir mon plan. Mes parents avaient toujours des vues différentes et ils disaient toujours « pour une fille... » je voulais être vendeuse mais ils ont dit c'est trop fatigant pour une fille. Après je voulais être guide touristique mais ils ont dit que c'était trop dangereux pour une fille... Je voulais voir le monde, aller au Canada mais ils ont dit qu'ils ne connaissaient personne là-bas. Ils pensaient que comptable c'était mieux pour une fille. Ils sont toujours très inquiets, mon père dit non, ma mère dit oui. Mon père veut me garder près de lui... Ils m'ont dit aussi de ne pas rentrer au Parti alors que, eux, y sont au Parti. Mais si je voulais aller à l'étranger, ils pensaient que ça va compliquer les choses d'être au Parti. »

Devant ces injonctions paradoxales, cette jeune fille s'est échappée en se tournant vers la religion. Elle s'est convertie un an auparavant dans une église baptiste et depuis elle se sent plus calme, plus tranquille. Persuadée que Dieu s'occupe de son avenir, elle a cessé de se tourmenter sur la recherche d'emploi et écarte tout souci qui serait lié à la crise, devenue à ses yeux, abstraite, lointaine. Ses parents étant dans une relative aisance financière, elle espère les convaincre de la laisser partir étudier à l'étranger, tout en sachant qu'ils veulent la voir revenir à 27 ou 28 ans pour se marier. Ses deux fronts de résistance aux contraintes qui lui sont imposées, sont, outre le refuge dans la croyance, la conviction qu'elle ne veut pas avoir d'enfant, pour ne pas reproduire sur un autre les pressions éducatives qu'elle a subies.

Une carrière de fonctionnaire est l'objet de représentations ambivalentes. L'idée que les fonctionnaires s'accaparent des ressources

indues, par des multitudes de remboursements de frais divers, que de plus ils travaillent peu et font encore moins d'efforts est courante. La corruption des fonctionnaires est de surcroît un fait notoire. « Qu'ils arrêtent de dépenser l'argent public dans l'intérêt personnel, que les établissements publics fassent des économies » est réclamé en temps de crise par les étudiants. Par ailleurs, un emploi de fonctionnaire est souvent évoqué comme « une petite boîte » où l'on est enfermé, une routine où l'on s'endort alors que le monde extérieur s'ouvre à des découvertes stimulantes. Ainsi les étudiants repoussent-ils fréquemment l'entrée dans l'univers étroit des fonctionnaires à plus tard, à l'approche de la maturité des obligations familiales de la trentaine. Néanmoins chacun pense en son for intérieur que les chances de réussir aujourd'hui, en temps de crise, un concours très couru de fonctionnaire sont minimes, que les *guanxi* sont nécessaires et qu'ils en sont dépourvus. Mieux vaut dans ce cas s'illusionner sur les choix et les rejets effectués et valoriser ainsi son comportement aventurier. Une carrière de professeur d'université est parfois envisagée mais les étudiants savent qu'un Master n'est généralement pas suffisant sauf dans de très petits établissements reculés et qu'un doctorat est un investissement énorme sur plusieurs années auquel ils ne sont nullement prêts intellectuellement. Ils n'ignorent pas non plus les pressions multiples qui s'exercent sur leurs professeurs, les pots de vin, les repas, les cadeaux qui leur sont offerts pour changer de discipline, relever des notes, favoriser leurs camarades issus des couches dirigeantes. Contractualisés sur des durées de trois ans, évalués sur des critères de fréquentation de leurs cours et de publications, les professeurs de leur côté ne sont guère en mesure de ne pas céder à ces demandes insistantes d'autant plus qu'elles s'inscrivent dans la chaîne des autorités politiques qui, de l'université au gouvernement de la province, en passant par toutes les institutions centrales, constituent des réseaux aussi oppressants qu'inesquivables. La conjonction entre monopole du pouvoir politique et capitalisme débridé faisant de l'argent une valeur et un outil suprême enjoint à la soumission les plus honnêtes des professeurs. Peu d'étudiants se révoltent contre cet état de fait car chacun imagine qu'un jour ou l'autre, si ce n'est déjà fait, il devra lui aussi s'immerger activement dans ce tissu dense d'influences. Néanmoins la crise accentue les sentiments d'injustice chez certains comme chez cette jeune étudiante de français qui juge scandaleux que dans son université d'une capitale provinciale, le directeur du département ait changé les règles de sélection de ceux qui pourraient partir en France dans le cadre des accords interuniversités. Il décréta que les boursiers ne seraient pas autorisés à poursuivre leurs études en France car leur famille était trop « pauvre ».

Boursière, fille unique d'ouvriers, rappelant « qu'à l'époque être ouvrier était un métier respecté, que les ouvriers avaient plus de connaissances que les paysans », consciente de la chute symbolique des « ouvriers aujourd'hui qui sont les paysans d'hier », elle accuse le directeur d'avoir simplement voulu, par l'élection d'une nouvelle règle, privilégier les enfants de familles puissantes. Elle se souvient de ses camarades de classe qui voyaient brusquement leurs notes rehaussées, moyennant finance, pour le concours d'entrée à l'université. Habités à ces usages, ses parents l'avaient — dit-elle — consolée de sa déception de ne pouvoir partir en France, l'enjoignant à travailler plus et à accepter ces effets classiques et permanents de domination. Elle s'est alors décidée à changer d'université et à tenter une nouvelle fois sa chance dans un autre cadre. Ses parents gagnent chacun 1 000 yuans par mois et avaient déjà dû faire appel à toute leur parentèle pour réussir l'année précédente à lui financer une opération indispensable de l'ovaire d'un coût de 5 000 yuans. La famille pense cette fois-ci parvenir par de multiples emprunts à réunir 40 000 yuans pour lui permettre de passer un an en France.

Le rebond en avant

Après ce parcours dans différents microgroupes sociaux, revenons pour conclure, sur quelques points forts des représentations de la crise. La crise vue par les Chinois, et aussi par le pouvoir politique, se présente plus comme un événement que comme une catastrophe. Cette sorte de pragmatisme, hier présumé une vertu américaine, contraste avec la schizophrénie occidentale partagée entre l'accablement face à un modèle divinisé cassé et le soulagement face à la survie du même modèle. Si, comme dans tous les États exposés à l'interdépendance globale, le discours politique vise nécessairement à calmer le jeu, à rassurer, en Chine on observe peu d'attitudes de négation de la crise mais une prise en compte attentive, résolue et prudente à la fois.

Sur la crise, l'État chinois semble moins menteur que de nombreux autres États. Il souligne les évolutions positives en même temps que leur fragilité. Il a en effet peu de responsabilités directes dans les dérives qui ont conduit à la crise financière et en octobre et novembre 2008 les médias officiels ne se privent pas de souligner qu'il s'agit d'un mal étranger, qui a contaminé la Chine comme le reste du monde. On a compris que les USA sont désignés. Cette dénonciation, pour claire qu'elle soit, ne dure que quelques jours. Dès la mi-novembre 2008 apparaît un discours de confiance et de calme, banal, mais aussi une insistance qui perdure sur la nécessaire coopération internationale pour maîtriser les effets de la crise financière. On observe là une prise de

conscience affirmée, publique et officielle, de l'interdépendance globale, alors que d'autres États passent leur temps à se renvoyer la balle. De même, dès la première minute, la Chine prend place parmi les nations en prônant une stratégie responsable de coopération internationale. Au-delà du verbe, c'est du rang de la Chine qu'il s'agit. Et elle tient un discours immédiatement mondial et global.

Au premier trimestre 2009 se met en œuvre une dynamique visant à articuler la confiance, la puissance, la lutte du peuple. Ces trois dimensions sont habilement associées dans une rhétorique dont les ingrédients sont typiquement néosocialistes. On y parle d'une victoire à venir, sans la nommer. Il s'agit de rebondir car la crise est un défi, donc une opportunité. Cette ligne de lecture constitue la structure principale des discours de l'État comme des Chinois entendus. Cette convergence des discours de l'État et des citoyens peut sembler un effet de propagande. Néanmoins, elle est répétée comme une conviction et non comme une leçon apprise tout au long des nombreux entretiens réalisés, avec des personnes de profils très divers. L'État fonctionne en effet comme un élément prééminent conscient, mais aussi inconscient, de structuration des acteurs. Dans cette perspective intrapsychique — qui permet de dépasser largement les notions de propagande mais aussi de nationalisme — on comprend que les individus tendent à s'appuyer sur l'État, se saisir de sa figure imaginaire, pour ne pas sombrer, s'effondrer dans des périodes de désespérance personnelle liées à la crise.

Au deuxième trimestre 2009, après le déclenchement d'une crise économique sévère touchant gravement l'emploi durant les six mois précédents, quelques résultats encourageants et une confiance manifestement obtenue de la majorité de la population permettent au gouvernement de tenir un discours de participation importante à la sortie globale de crise en prônant des réformes profondes du système financier international, en demandant d'accorder la place qui leur revient aux pays dits BRIC. Il s'agit de rien de moins que d'une demande maîtrisée, calme, mais insistante, d'une redistribution du pouvoir global, sur la base d'intérêts communs, « gagnant-gagnant », selon les slogans en usage. Dans la gestion de cette crise, au-delà du G 20 qui en est le symbole, la Chine a gagné une place majeure dans le concert des nations, en direction d'une hégémonie partagée avec les USA. Cette prise de parole globale a doté la Chine d'un capital de légitimité politique qui transforme son poids économique en poids politique global, grâce à la crise. Le statut politique acquis par la Chine durant la crise diminuera probablement l'impact des critiques sur le déficit démocratique du pays. Fascinés par les USA, les Chinois ouvrent ainsi un chapitre de leadership à deux.

Dès le début de la crise, le gouvernement chinois a formulé plusieurs objectifs. Viser une expansion internationale grâce à l'innovation et au rattrapage technologique, en achetant des sociétés étrangères, en envoyant des stagiaires à l'étranger. Ces objectifs se situent en amont de la politique de développement de la consommation intérieure et de la politique de restructuration industrielle, par régions et par domaines. Les résistances des gouvernements locaux à ces déplacements d'industries sont manifestes. À moyen terme, il s'agit d'un enjeu politique et économique majeur puisqu'il en va de la modernisation du pays et de la fameuse « conception scientifique de développement » du dernier congrès du Parti communiste chinois. Il pourrait s'agir d'un test décisif de gouvernance. En Chine, le gouvernement comme la population ont bien compris que la crise financière allait provoquer une crise économique mais que des finances plus saines qu'en Occident autorisaient des politiques publiques pour lesquelles l'État a les moyens financiers, la légitimité et l'autorité requises. Que cette légitimité soit en partie imposée par la dictature d'un parti unique ne modifie pas le constat.

La crise ne semble pas fragiliser l'État chinois, bien qu'elle fragilise tous les chômeurs, migrants et étudiants en particulier. Elle paraît plutôt être l'occasion d'un « rebond en avant », néosocialiste, non plus maoïste, dans lequel la société nationale proteste au jour le jour contre les licenciements ou les violences policières mais se réunit derrière le gouvernement dès que le destin de la nation est en jeu. À chaque événement récent, troubles au Tibet, jeux olympiques, tremblement de terre du Sichuan, on observe la production d'un consensus national, fruit de la propagande étatique certes, mais aussi des sentiments des Chinois dont le nationalisme est un ressort encore presque intact, malgré la société de consommation urbaine. Des modes d'unification hérités du passé socialiste semblent à l'œuvre dans ces phénomènes proprement chinois. Les Chinois sont habitués à une rhétorique dynamique en termes de vaincre les défis, franchir les étapes. Pour eux l'histoire n'est pas finie contrairement au credo néolibéral béat. L'État, comme les citoyens, ont une appréhension évolutionniste du destin de la Chine, avec ses drames et leurs lendemains qui ne chantent pas toujours mais dont l'évolution est jugée positive par rapport aux souffrances passées. Peut-être s'agit-il d'une propension particulière à intérioriser un certain consentement à la domination politique, puis du partage parfois exacerbé d'une illusion d'harmonie passagère, dont l'État se charge d'assurer la rémanence de la fiction.

De la résistance passée et mythifiée à la résilience contemporaine à la crise, la Chine offre l'exemple d'un pays dont l'extrême particularité est

d'être dotée d'un État fort, opérationnel et présent dans une conjoncture où la plupart des États font semblant d'avoir du pouvoir, sans parler de ceux qui, en crise chronique, n'ont pas de pouvoir et l'abandonnent à des mafias. Pour l'État-parti, la crise est donc métamorphosée en bénéfique politique, offrant un surcroît de légitimation. Les réactions violentes aux licenciements qui se multiplient en appellent donc généralement aux représentants de l'État, considéré comme susceptible d'incarner et/ou de rétablir la justice, ce qui confirme sa légitimité. Le débordement exemplaire de violence qu'a subi le patron de l'entreprise d'État Tonghua Iron and Steel, battu à mort en juillet 2009 après avoir annoncé aux ouvriers que la plupart d'entre eux seraient au chômage après la privatisation de l'usine, n'infirme pas cette interprétation mais va au contraire dans le même sens : l'investissement symbolique extrême de la figure de l'État pèse en retour sur les décisions des autorités, qui en l'occurrence ont choisi d'annuler la fusion de l'entreprise de Jilin.

La crise offre de la Chine l'image paradoxale d'un pays apte dans une mesure non négligeable à utiliser un capital idéologique socialiste antérieur à la maîtrise d'une crise actuelle, donnant un sens plus intelligible au concept de « socialisme de marché ». Le capitalisme d'État, mis en œuvre de façon ouverte, semble avoir quelque avenir devant lui, tout comme la notion de « grands travaux » chère à Marx dans le mode de production asiatique qui retrouve là une certaine pertinence et actualité.

BIBLIOGRAPHIE ET SOURCES

- BONDOIS Camille : « L'emploi des jeunes diplômés : une crise dans la crise », *Perspectives chinoises* 2009/1 : 104-106.
- LI Dongyang, ZHOU Xueren « La stratégie des entreprises chinoises, choisir l'international », *Guanming Ribao*, 30 novembre 2008.
- ZHU Feng : « Les conséquences de la crise financière sur la politique internationale », *Shijie Jingji Yu Zhengzhi (World Economic and Politics)*, n° 34, décembre 2008, p. 15-19.
- ZHEN Gongcheng : « L'État doit mettre en place un cadre pour l'emploi plus juste », *Zongguo Xinwen Zhoukan (China Newsweek)* 8 janvier 2009.
- CHEN Huan, LI Peng : « Les provinces et municipalités de tout le pays publient des plans d'investissement de 1 000 milliards de yuans », *Shiji Jinjii Baodao (21 st Century Economic Herald)*, 21 novembre 2008.
- China Analysis* 2009/21, « La Chine face à la crise financière ».

- MIÈGE Pierre : « Selon moi, la plupart des Tongzhi sont de bons fils », *Perspectives chinoises*, 2009/1 : 46-60.
- YU Nanping : « Les jeunes diplômés chinois en butte au chômage », *Perspectives chinoises*, 2003/80.
- NORDMANN Pierre : « Les politiques économiques du Guangdong face à la crise », *Perspectives chinoises*, 2009/1 : 102-104.
- LI Rongrong : « Se redresser pour aller de l'avant, rehausser le niveau », discours prononcé le 15 décembre 2008 devant les dirigeants d'entreprises de la SASAC.
- YE Tan : « Que faire de 100 milliards sur les 400 milliards du plan de relance ? », *Meiri Jingji Xinwen*, 21 novembre 2008.
- LI Wanshou : « Investissements dans l'innovation et entreprises à fort potentiel », *Business Sohu*, 1^{er} décembre 2008.
- WU Guogang : « Une ombre pesant sur les démocraties étrangères : l'utilisation politique du pouvoir économique de la Chine dans ses rapports avec l'Occident ». *Perspectives chinoises*, 2009/2 : p. 88-99.
- JIANG Yong : « L'impact de la crise financière et les réponses politiques de la Chine », *Shijie Jingji yu Zhengzhi (World Economic and Politics)*, n° 340, décembre 2008, p. 11-14.

Hours Bernard, Selim Monique (2010)

Travailleurs et jeunes diplômés confrontés à la crise à
Canton (Chine)

In : Phélinas Pascale (dir.), Selim Monique (dir.). *La crise
vue d'ailleurs*. Paris : L'Harmattan, p. 57-103.

(Questions Contemporaines.Série Globalisation et
Sciences Sociales)

ISBN 978-2-296-11544-6